



PARTENARIAT ÉNERGÉTIQUE ENTRE L'ALGÉRIE ET L'ITALIE

Le gouvernement de Giorgia Meloni garde le cap

P 16

VENTE DE LA VIANDE D'ANE À ORAN

4 à 5 ans de prison ferme pour les accusés

p 4

Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

Quotidien national d'information - Prix Algérie 10 DA - France 1 Euro

Vendredi 28 - samedi 29 octobre 2022 - www.lecourrier-dalgerie.com - N°5675 - 19^e année

AUTOMOBILE



Hyundai reprend son activité à Tiaret

P 5

LE FRONT POLISARIO APRÈS LA PROROGATION DU MANDAT DE LA MINURSO

Le plan conjoint ONU-UA ou rien !

LIRE EN PAGE 16

BAC ET BEM - SESSION JUIN 2023



Coup d'envoi des inscriptions le 8 novembre

P 4

DISPONIBILITÉ ET APPROVISIONNEMENT EN MÉDICAMENTS

Ali Aoun exhorte les opérateurs de la pharmacie

P 4

APRÈS LA CONFIRMATION DU MATCH AMICAL SUÈDE-ALGÉRIE

Les Verts renouent avec le football européen quatre ans après...

P 7



Ph : DR

SOMMET ARABE D'ALGER

LES MAE EN RÉUNION AUJOURD'HUI ET DEMAIN

Prélude à un ordre du jour consensuel

► Aboul Gheït : « Seule l'action commune nous permettra de surmonter nos difficultés »

► Revitaliser le monde arabe sur des bases souveraines

PP 2 & 3

LES MAE ARABES EN RÉUNION AUJOURD'HUI ET DEMAIN

Prélude à un ordre du jour consensuel

Le Sommet arabe prévu les mardi 1er et mercredi 2 novembre 2022 à Alger, est dans sa phase préparatoire finale.

Les ministres des Affaires étrangères des pays de la Ligue arabe ont commencé à arriver à Alger pour leur réunion préparatoire qu'ils tiendront durant deux jours, à partir d'aujourd'hui. Tard jeudi soir, le ministre koweïtien des Affaires étrangères, Cheïkh Salem Abdullah Al-Jaber Al-Sabah, est arrivé à l'aéroport international d'Alger pour diriger la délégation du Koweït à la réunion préparatoire des ministres des Affaires étrangères.

LES DOSSIERS ÉPINEUX À L'EXAMEN

Les premières impressions confirment la volonté des délégations venues à Alger de faire de ce rendez-vous arabe un succès, qui devrait constituer une étape majeure dans le cadre du dialogue arabe conjoint. Les observateurs ont noté le souci de l'Algérie de ne pas laisser des questions «externes», liées à des crises étrangères au monde arabe, envenimer le déroulement du Sommet. Pour l'Algérie, le Sommet doit être celui de la réunification. Les participants aux travaux de la réunion des délégués permanents du Conseil de la



Ph : DR

Ligue des États arabes et des hauts responsables, qui ont débuté mercredi à Alger et ont été clôturés jeudi soir, ont affirmé que le Sommet arabe "sera couronné de succès", mettant en avant un "consensus" autour des projets de décisions relatives aux points inscrits au projet de l'ordre du jour du Sommet prévu les 1er et 2 novembre.

C'est l'avis du Secrétaire général adjoint de la Ligue arabe, Hussaïn Hindawi, qui s'est dit convaincu que ce rendez-vous "sera couronné de succès, au regard des efforts déployés par le Gouvernement et le peuple algériens, ainsi que par l'ensemble des parties prenantes à cet événement historique et extrêmement important". Certains dossiers ayant fait l'objet de divergences lors des travaux de la réunion du Conseil de la Ligue des États arabes au niveau des délégués permanents et des

hauts responsables seront examinés lors de la réunion des ministres des Affaires étrangères avant d'être soumis au Sommet. Aujourd'hui, aura lieu la cérémonie de remise de la présidence par le ministre tunisien des Affaires étrangères à son homologue algérien.

LA DÉCLARATION D'ALGER

"Il y a un consensus autour de l'impératif d'une action commune et l'établissement d'une plateforme arabe commune solide, en dépit de certaines divergences de vues", a affirmé jeudi le Secrétaire général adjoint de la Ligue arabe, Hussaïn Hindawi. Il a fait part d'un consensus arabe sur la priorité de soutenir la cause et le peuple palestiniens, aussi bien dans la lutte contre les forces d'occupation de l'entité sioniste que pour ce qui est de la réalisation de leurs aspirations dans l'édification d'un État indé-

pendant et moderne avec El-Qods pour capitale, outre la volonté de renforcer le soutien au peuple palestinien dans tous les domaines. Ce consensus sera traduit dans la Déclaration d'Alger dont les termes ont sans doute été exposés préalablement aux dirigeants des pays arabes par Ramtane Lamamra au cours de ses nombreuses tournées dans le monde arabe pour préparer le Sommet. Mais, tout ne sera pas réglé dans ce Sommet qui constituera toutefois le début de « quelque chose ». Le plus grand travail reste à faire aussi après le Sommet. Les mécanismes prévus pour le suivi des décisions et des points contenus la déclaration d'Alger du Sommet, attestent de la volonté de l'Algérie de voir les pays arabes dépasser leurs divergences, encouragés par la réconciliation inter-palestinienne, saluée par tous. Pour rappel, les Sommets de la Ligue arabe (26 au 28 novembre 1973, 7 au 9 juin 1988, 22 et 23 mars 2005) qui se sont tenus à Alger ont toujours été marqués par la pertinence de leurs travaux et couronnés de succès. Le Sommet de cette année se tient dans le nouveau contexte créé par la transformation radicale intervenue dans les relations internationales et, au plan arabe, par la normalisation des relations entre quelques pays arabes et l'entité sioniste, mais surtout par la réunification des rangs de la résistance palestinienne et ses nouvelles formes de lutte.

M'hamed Rebah

SOMMET ARABE

Le CIP à la disposition des médias algériens et étrangers

Le directeur général du Centre international de presse a déclaré que le CIP a assuré les moyens techniques et les équipements nécessaires et mobilisé des professionnels et des spécialistes qui seront à la disposition des médias nationaux, publics et privés, ainsi que les médias arabes et étrangers. Le même responsable a précisé que le centre a respecté le cahier des charges établi par l'Union de radiodiffusion des États arabes (ASBU), chargée de la couverture médiatique du sommet arabe qu'abritera le Centre international des conférences (CIC) Abdelatif Rehal. Pour l'événement, le centre a réservé 6 studios ouverts dotés des dernières technologies audiovisuelles ainsi que deux studios pour l'ASBU, équipés des dernières technologies et dotés d'un staff qualifié, selon le responsable. 6 autres studios destinés au travail radiophonique seront mis à la disposition des chaînes radiophoniques nationales, arabes et étrangères, a-t-il ajouté. 2 salles de presse équipées des dernières technologies seront également ouvertes. L'internet haut débit sera disponible au niveau du centre de presse et deux écrans géants

seront installés pour la diffusion des travaux du sommet, ce qui facilitera la tâche aux journalistes, précise-t-il. 22 bureaux ont été équipés pour les chaînes de télévision officielles de tous les pays arabes, ce qui permettra la retransmission en direct des travaux du sommet. Un centre dédié au montage vidéo et à l'infographie sera réservé aux chaînes de télévision devant assurer la couverture. Le réseau internet haut débit sera également assuré à tous les endroits du centre, selon Maâmri, pour qui, toutes ces données indiquent que la couverture médiatique du Sommet sera grandiose, à la hauteur de cet événement de haute importance.

L'AGENCE NATIONALE DE PRESSE MOBILISÉE POUR RÉUSSIR LA COUVERTURE DE L'ÉVÈNEMENT

L'Agence d'informations nationale (APS) a mobilisé, à son tour, tous les moyens humains et matériels, en vue d'assurer une couverture médiatique exceptionnelle, sachant qu'elle a entamé les préparatifs depuis plus d'un mois, à travers la mobilisation des équipes de journalistes des services de l'audiovisuel,

de la photographie et de la traduction. L'APS a donné à cet événement un grand élan médiatique, d'autant que celui-ci coïncide avec la célébration du 68e anniversaire du déclenchement de la Glorieuse guerre de libération nationale. Des dossiers sur la dimension arabe de la Révolution algérienne ont été programmés outre la diffusion de papiers et de reportages ayant abordé tous les aspects liés au Sommet et de données politiques, économiques et sociales concernant les États participants. Pour ce faire, un groupe de journalistes ont été envoyés dans un nombre de capitales arabes, en vue de recueillir les déclarations de responsables, de personnalités et de représentants de la société civile sur les attentes des peuples arabes de la 31e session du Sommet arabe. Outre les informations concernant le Sommet diffusées à travers ses sites en différentes langues, l'APS a ouvert un espace sur son site officiel, en vue de diffuser toutes les données relatives à cet événement, à savoir des articles, des entretiens et des vidéos. De même, des pages sur les réseaux sociaux ont été dédiées à cet objectif.

Ania Nch

AHMED ABOUL GHEIT À PARTIR D'ALGER

« Seule l'action commune nous permettra de surmonter nos difficultés »

Le Secrétaire général de la Ligue Arabe, Ahmed Aboul Gheit, arrivé jeudi à Alger, a participé, le lendemain, à la réunion des Conseils économiques et sociaux arabes au niveau ministériel et dont les travaux ont été ouverts sous ses auspices. Pour Aboul Gheit, la Ligue arabe n'aura de résolutions pour surmonter les difficultés auxquelles les pays membres font face dans un environnement immédiat et mondial en bouleversement, que de s'armer d'une action arabe commune. Dans une allocution prononcée à l'ouverture du CESA au niveau de la réunion préparatoire au 31e Sommet arabe, tenue au CIC "Abdelatif Rehal" à Alger, Aboul Gheit a affirmé que « les indicateurs de sécurité alimentaire dans les pays arabes ont reculé de façon inquiétante non seulement à cause de la pandémie et de ses répercussions, mais aussi en raison de plusieurs facteurs et l'accumulation de nombreux problèmes ». Parmi ces problèmes, le SG de la Ligue a évoqué notamment la sécheresse, le recul permanent du quota en eau du citoyen arabe, la croissance démographique et le manque d'investissement agricole. Pour faire face à cette situation, Aboul Gheit a mis en avant l'importance d'aboutir à « une vision globale pour atteindre l'autosuffisance alimentaire escomptée et combler le fossé avec une approche intégrée soutenue par la mobilisation des potentialités arabes ». Le haut diplomate égyptien a également évoqué à ce propos certaines clauses de la réunion du CESA, adoptées hier-même, dont la stratégie arabe pour le développement agricole durable, l'initiative pour l'amélioration de la qualité technologique du blé produit localement et la viabilité des pâturages arabes. Chemin faisant, Aboul Gheit a souligné que la prochaine étape « exige un travail de réflexion et des efforts en faveur du développement selon une approche intégrée permettant de s'attaquer aux questions alimentaire, énergétique et climatique à travers une stratégie axée sur l'interaction entre ces trois domaines ». Concernant les changements climatiques, le DG de la Ligue arabe a rappelé que la COP27 se tiendra cette année à Charm El-Cheikh en Egypte en sus de la suivante, la COP28 aux Emirats arabes unis qui est prévue en 2023. Deux rendez-vous abrités par deux pays arabes qui sont, selon lui, « une occasion pour le monde arabe d'exposer sa vision et ses préoccupations sur le climat, mais aussi concernant les questions interconnectées de la durabilité de la croissance, de la production alimentaire et de l'énergie. » Dans un sens plus large, Aboul Gheit plaide pour une action arabe commune, qui est le seul salut « à même de nous permettre de surmonter les difficultés et de relever les défis ». Car, argumente-t-il, « si nous réussissons à tirer parti du potentiel humain et matériel arabe, à travers la réalisation d'une véritable intégration arabe dans différents domaines et l'amélioration des capacités et du rendement de l'organisation panarabe. » Sur le plan pratique, Aboul Gheit appelle les pays de l'organisation à prêter main forte, politiquement et financièrement, aux institutions et les conseils ministériels de l'action commune. Ceci, de manière « optimale » et au « mieux » des intérêts des peuples arabes.

F. G.

SOMMET ARABE
D'ALGER

SESSIONS PRÉPARATOIRES

Revitaliser le monde arabe par des réformes souveraines

Les réunions préparatoires et ministérielles en prélude au 31^e Sommet arabe qui se tiendra les 1^{er} et 2 novembre prochains à Alger, ont débuté mercredi au Centre international des conférences (CIC) Abdelatif-Rahal et se sont poursuivies jusqu'à vendredi.



Ph. - APS

Outre les réunions réservées aux délégués permanents préparatoires à la réunion des ministres des Affaires étrangères prévue aujourd'hui et demain, les travaux relatifs au Conseil économique et social de la Ligue arabe, de la réforme de cette institution et la cause palestinienne, ont été au centre des débats.

À l'issue de ces trois jours de concertation sur les questions prioritaires communes, les officiels présents ont montré un grand intérêt à favoriser la coopération et l'intégration économique arabe, en vue d'assurer la coordination entre les gouvernements des États membres. Une initiative vitale pour la croissance et le développement futurs des économies arabes, compte tenu des nombreuses opportunités qui pourraient constituer un tremplin vers la création du marché commun arabe.

De l'avis unanime des représentants ministériels, il est plus que jamais primordial d'envisager le prochain sommet comme une nouvelle tentative de relancer les efforts passés pour créer une communauté économique arabe, qui tirerait parti de la mise en commun de marchés et de ressources diversifiés et complémentaires, en vue de renforcer la croissance économique et le développement des États membres. Au final, cette vision d'un marché arabe commun constitue une porte d'entrée appropriée vers l'intégra-

tion arabe, motivée par la nécessité de mettre en œuvre certaines réformes économiques intérieures et durables dans les pays arabes, de renforcer le partenariat et de soutenir les sociétés civiles dans les États arabes.

REDYNAMISER LES ÉCHANGES ÉCONOMIQUES

Ainsi, avant le grand jour, les représentants ministériels ont débattu des dossiers relatifs à l'Union douanière arabe (UDA), à la Grande zone arabe de libre-échange (GZALE), aux retombées de la pandémie de Covid-19 et la crise mondiale économique, sociale et sanitaire, aux échanges commerciaux et à l'action socio-économique commune, au plan de développement durable à l'horizon 2030, à la sécurité alimentaire, ainsi qu'au développement de l'investissement et de l'industrie. Dans cet ordre d'idées, il est certain que booster le développement socio-économique et impulser une synergie de coopération et de partenariat interarabe, en profitant des capacités, des richesses et des atouts de chaque pays arabe, permettra à ces derniers d'accompagner et de soutenir les pays les plus pauvres. Des sujets vitaux que l'ambassadeur d'Algérie en Égypte et délégué permanent auprès de la Ligue arabe, Abdelhamid Chebira, a évoqués jeudi soir lors d'une conférence de presse animée au CIC. Concernant le dossier de l'Union douanière arabe, le

diplomate algérien a affirmé qu'il est « en cours d'examen » et qu'il enregistre « des avancées significatives », relevant le « besoin de mécanismes susceptibles de renforcer les échanges commerciaux interarabes et réactiver le rôle de l'UDA ». Concernant la grande zone arabe de libre-échange, Chebira a mis en avant le sujet « prioritaire » de la sécurité alimentaire, la coopération arabe commune, l'industrie, le développement de l'investissement, ainsi que les partenariats entre les pays arabes.

LA CRISE PALESTINIENNE EN TÊTE DES PRIORITÉS

Considérée comme l'un des événements les plus douloureux de l'histoire arabe, la cause palestinienne est la question la plus cruciale et la plus centrale qu'abordera le prochain sommet, d'où la nécessité de trouver une solution juste et permanente à la cause palestinienne contre l'agression sioniste et la poursuite des mesures répressives de l'occupation israélienne et de l'expansion des colonies. En effet, la situation en Palestine restera une priorité pour le monde arabe, et les Palestiniens ont le droit à un État indépendant avec Jérusalem pour capitale, et il n'y aura pas de paix dans la région à moins que la justice ne prévaille. À cet effet, l'ambassadeur algérien a rappelé la « place centrale et pivot de la question palestinienne pour le Sommet de novembre, afin d'examiner les moyens de sou-

tenir le peuple palestinien et sa direction nationale pour arracher son droit légitime à l'établissement de son État indépendant », tout en mettant en avant les acquis de la « Déclaration d'Alger » pour l'unification des rangs palestiniens. Dans ce sillage, la réforme de la Ligue arabe est non seulement un impératif au regard des mutations opérées dans les relations internationales, mais aussi pour répondre à la demande des peuples des pays arabes qui n'ont cessé, notamment durant cette dernière décennie, d'exiger que l'organisation reflète leurs aspirations et leurs intérêts communs, à leur tête la question palestinienne, qui a été relayée à l'arrière-plan par la Ligue arabe depuis plusieurs années.

LA NÉCESSAIRE RÉGÉNÉRATION DE LA LIGUE ARABE

La Ligue arabe est confrontée à de nombreux défis majeurs, concernant le statu quo de la région arabe et la coopération arabe conjointe. Le prochain sommet sera ainsi l'occasion pour les États membres de prendre des décisions sérieuses et claires sur la réforme arabe globale, de soumettre des propositions pour réformer et développer l'ensemble du système régional arabe, à travers un débat approfondi en vue de procéder à une réforme globale de la Ligue et de poursuivre la modernisation intérieure de ses pays.

À ce titre, Abdelhamid Chebira a souligné l'importance de « relancer l'organisation afin de lui permettre de s'acquitter de façon optimale de ses missions, d'améliorer les performances de cette organisation, et d'explorer les meilleurs moyens pour promouvoir l'action arabe commune dans les différents domaines, notamment où des points de divergence ont été enregistrés », ajoutant que « les discussions se poursuivent pour approfondir la réflexion et parvenir à une conception commune sur l'avenir de ces relations ». Des sujets vitaux qui seront transmis à la réunion des ministres des Affaires étrangères qui se tiendra aujourd'hui et demain.

Hamid Si Ahmed

NADIR LARBAOUI À LA RÉUNION DU CESA Renforcer la coopération interarabe

S'exprimant, jeudi, à l'ouverture des travaux de la réunion des hauts responsables du Conseil économique et social de la Ligue des États arabes (CESA) au Centre international des conférences (CIC), Abdelatif Rahal, à Alger, en prévision de la 31^e session du Sommet arabe, le représentant permanent de l'Algérie auprès des Nations unies, Nadir Larbaoui a plaidé, pour le renforcement de la coopération interarabe pour faire face aux défis et les développements survenus à l'échelle internationale.

"Il sera question, à cette réunion, de passer en revue et d'examiner le dossier économique et social inscrit à l'ordre du jour du Sommet arabe, notamment les décisions d'ordre socioéconomique liées à l'action arabe commune, dans le cadre de la mise en œuvre du plan de développement durable 2030 à l'ombre d'une crise mondiale économique, sociale et sanitaire et des effets socioéconomiques qui en résultent et qui impactent la croissance économique des pays arabes, notamment en termes de sécurité alimentaire, outre les retombées de la pandémie de Covid-19", a précisé M. Larbaoui. Ce dernier a évoqué, par ailleurs, les projets de décision économique et sociale examinés lors de la réunion qui, rentrent, selon lui, dans les « domaines prioritaires » car directement liés aux politiques nationales des États membres pour la concrétisation du projet d'intégration économique arabe. Il a cité notamment, le volet relatif au renforcement de l'échange commercial et l'exécution des différents programmes et stratégies de développement durable.

Il a estimé, dans ce sens, qu'il est possible de parvenir à des conclusions et des recommandations positives répondant aux objectifs économiques et de développement globaux permettant d'insuffler une dynamique nouvelle au processus d'intégration économique arabe, et ce, grâce à la volonté collective et consensuelles des participants à cette réunion.

Pour rappel, l'Algérie a pris, mercredi, la présidence tournante du Sommet arabe lors de la réunion préparatoire du Conseil de la Ligue des États arabes. L'ambassadeur Nadir Larbaoui, représentant permanent de l'Algérie auprès des Nations unies, assure désormais la présidence de la 31^e session du Sommet arabe, succédant ainsi à l'ambassadeur Mohamed Ben Youcef, délégué permanent de la Tunisie auprès de la Ligue des États arabes, dont le pays a assuré la 30^e session du Sommet arabe.

B. O.

RÉUNION DES CONSEILS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX

L'Algérie plaide pour la mise en place de l'Union douanière arabe

S'exprimant lors de la réunion du Conseil économique et social de la Ligue arabe (CESA) au niveau ministériel, qui s'est tenu hier au CIC, le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a mis en avant la volonté de l'Algérie de développer la coopération interarabe dans les domaines économique et social.

Concernant les efforts consentis par l'Algérie afin de développer la coopération arabe conjointe dans le domaine économique, le MC a déclaré que « l'Algérie tend à développer la coopération arabe conjointe dans les domaines économique et social en vue d'approfondir les liens entre nos

pays, à travers notamment la réalisation de l'intégration escomptée au service des intérêts suprêmes de notre nation arabe ». S'agissant des mécanismes permettant de parvenir à un accord de libre-échange et de lever les restrictions sur les différents marchés arabes, visant à accroître le commerce et l'intégration interarabes, Rezig a souligné que « La réalisation de toutes les exigences de la Grande zone arabe de libre-échange (GZALE) passe impérativement par la levée de toutes les entraves aux échanges commerciaux interarabes, et par la mise en place de l'Union douanière arabe et la création du marché arabe commun contribueront à la réalisation de l'inté-

gration escomptée ». Faisant référence aux étapes nécessaires à la création d'un marché commun arabe dans un avenir proche, ainsi que les conditions requises pour la formation de l'Union douanière arabe, le ministre algérien du commerce a également plaidé pour « la poursuite de la réforme, du développement et de l'activation des organes, mécanismes et chartes régissant le Conseil économique et social et l'établissement de priorités dans les programmes d'action, afin de permettre à ce conseil d'accomplir ses missions dans la transparence et de répondre aux aspirations des citoyens arabes, et dans le cadre d'un bloc uni, cohérent et solidaire ».

Abordant le rôle des variables sociales, ayant une influence directe en vue d'un consensus arabe commun, outre le facteur économique, Rezig estime que « les questions sociales doivent avoir la même importance que les questions économiques, vu leur impact direct sur la vie quotidienne du citoyen arabe dans divers domaines sociaux et de développement, dont les dossiers relatifs à la femme et aux classes défavorisées et démunies qui requièrent une amélioration de leurs conditions notamment en matière d'éducation et de formation, outre la réduction du chômage et la lutte contre la pauvreté ».

H. S. A.

VENTE DE LA VIANDE D'ÂNE À ORAN

Quatre ans de prison ferme pour les accusés

L'abattage et la vente de la viande d'âne font encore parler d'eux après une accalmie, finalement, trompeuse.

Les commerçants, avides de profits, n'hésitent pas à tromper les consommateurs sur le produit vendu, en le passant pour une viande bovine ou ovine donc vendue avec le même prix que cette dernière. Cette fois-ci c'est les consommateurs de la wilaya d'Oran qui en sont victimes. Les services de sécurités avaient arrêté plusieurs personnes activant dans ce créneau illégal. Les mis en cause dans l'affaire de l'abattage et vente illicite de la viande d'âne à Oran ont été condamnés, jeudi, par le tribunal d'Essania à 4 ans de prison ferme assortis d'une amende de 100 000 dinars pour les personnes comparues, alors que leurs « associés » toujours en fuite ont écopé de 5 ans de prison ferme avec une amende de 100 000 Da. Entre temps, un autre abattoir clandestin a été découvert, hier, toujours dans cette ville située au nord-ouest de l'Algérie. En effet, les services de sécurité de cette wilaya, qui ont agi sur renseignement, ont découvert une prairie à El-Kerma (Oran), qui fait office d'abattoir clandestin pour âne, et transformée en plaque tournante pour servir des boucheries des communes limitrophes. Selon les médias, qui citent les déclarations des accusés, l'« abattoir » en question activait depuis sept ans. Au cours de cette opération, plusieurs têtes d'ânes et autres restes ont été découverts sur les lieux, et trois personnes prises



en flagrant délit, ont été arrêtées et sont toujours sous l'enquête des autorités. Il faut noter que ce n'est pas la première fois que cette viande est vendue aux consommateurs algériens, à leur insu, comme ce fut le cas, à plusieurs reprises, où plusieurs dizaines de boucheries avaient été complices de cette arnaque. Les trafiquants d'ânes tuent les bêtes et les distribuent ensuite aux bouchers qui les font passer pour de la viande bovine ou ovine pour les vendre au même prix que celle d'agneau ou de mouton. Un marché juteux pour ces revendeurs sans foi ni loi. D'ailleurs une boucherie, située dans le quartier de Sabah de la commune d'Es Sénia qui vendait de la viande avariée, dont de la viande d'âne, a été découverte. Les autorités compétentes de la région sont donc intervenues, et ont réussi à saisir cette viande stockée dans un réfrigérateur de la boucherie. Cinq personnes ont été alors arrêtées. Mais la

grande question c'est comment lutter efficacement contre ces pratiques ? La contribution de tous est essentielle pour contrôler ces réseaux. Du simple citoyen, aux services de sécurité en passant par les services contrôles des ministères de l'Agriculture et du Commerce. Car les services de sécurité (police, douanes et gendarmerie) qui sont à pied d'œuvre pour pister ces individus, les arrêter avant de les traduire devant la justice pour répondre de leurs actes ne peuvent, toutefois, pas à eux seuls éradiquer ces pratiques qui apparemment prennent de l'ampleur. Le citoyen est appelé lui aussi à s'y mettre et à lancer les alertes contre toute activité suspecte ou louche qui touche à la santé publique et protéger par la même la santé du consommateur algérien. En exploitant les moyens technologiques disponibles, notamment les téléphones portables, les citoyens peuvent avertir, à

temps, les autorités sur tel ou tel mouvement suspect, ce qui permettra aux autorités d'agir dans l'immédiat. Inculquer cette culture au citoyen pour dénoncer tout ce qui est illicite, contribuera inévitablement à contrecarrer le mouvement de ces individus et à limiter leurs actions. Mais le rôle central est attendu du côté des services de contrôle des secteurs du Commerce et de l'Agriculture à travers un contrôle vétérinaire et surveillance et encadrement du marché pour améliorer la sécurité sanitaire des produits alimentaires d'origine animale. Les Haut du formulaire des services d'hygiène concernés doivent constamment effectuer des opérations de contrôle à travers toutes les communes de manières périodiques pour éviter les surprises du genre. La force de la loi devrait également sévir de la manière la plus forte contre ces individus.

Brahim Oubellil

BEM ET BAC SESSION JUIN 2023 Coup d'envoi des inscriptions le 8 novembre prochain

Le ministre de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belabed, a fait savoir que les inscriptions des candidats aux examens du BEM et du BAC, pour la session de juin 2023 seront entamées le 8 novembre prochain. Le ministre a expliqué, en marge d'une conférence consacrée à la mise au point du référentiel national d'évaluation des acquis des élèves du cycle primaire, que l'opération d'inscription des candidats scolarisés sur la plateforme numérique du ministère sera opérée par les chefs d'établissements scolaires. Par ailleurs, Belabed a indiqué que l'examen d'évaluation des acquis des élèves du cycle primaire ne sera pas pris en compte dans le calcul de la moyenne de passage en première année du cycle moyen. Et d'ajouter que cet examen d'évaluation des acquis remplacera l'examen de fin de cycle primaire, abandonné depuis l'année scolaire 2021-2022 suite à une étude en profondeur qui a montré son inutilité sur le plan pédagogique sans parler du stress qu'il provoquait aux élèves concernés.

Ania Nch

HAUTE AUTORITÉ DE TRANSPARENCE, DE PRÉVENTION ET DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION Salah Goudjil loue la compétence des membres

Le président du Conseil de la nation, Salah Goudjil, a affirmé, jeudi, que la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption (HATPLCC) était un des fruits de l'Algérie nouvelle, à la faveur de l'amendement constitutionnel de 2020 initié par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Lors de l'audience, qu'il a accordée à la présidente de l'autorité, Salima Mesrati, au siège du Conseil de la nation, Goudjil a réaffirmé le souci du Conseil de veiller à maintenir le contact avec l'ensemble des Institutions constitutionnelles du pays. Le président du Conseil de la nation a mis en avant la composante diversifiée et riche de cette instance constitutionnelle grâce à la compétence de ses membres desquels il est attendu « l'accomplissement des missions conformément à l'article 205 de la Constitution, sans omettre la loi 22-08 fixant l'organisation, la composition, l'attribution de la Haute Autorité, à travers le renforcement des démarches de la réforme du système juridique, la moralisation de la vie publique et le renforcement des mécanismes de la reddition de comptes ».

S. O.

DISPONIBILITÉ ET APPROVISIONNEMENT EN MÉDICAMENTS

Ali Aoun exhorte les opérateurs de la pharmacie

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ali Aoun, a exhorté l'Union nationale des opérateurs de la pharmacie (UNOP) ainsi que l'ensemble des producteurs nationaux « à s'intégrer pleinement dans la démarche prônée par le ministère en matière de disponibilité des médicaments et d'assumer entièrement leurs responsabilités par l'approvisionnement continu du marché conformément aux programmes de production et de livraison arrêtés avec les services compétents pour mettre fin définitivement aux problématiques de disponibilité et garantir ainsi l'accès aux soins aux patients. Également, et lors de sa rencontre jeudi avec une délégation de l'UNOP, avec laquelle il a discuté des moyens de développer le secteur afin d'assurer la couverture des besoins nationaux, Aoun s'est engagé à doter l'Agence nationale des produits pharmaceutiques (ANPP) de « tous les moyens, qu'ils soient financiers, techniques et humains pour lui permettre d'assumer pleinement ses missions et d'accompagner le développement du tissu industriel pharmaceutique national », a indiqué un communiqué du ministère. Aussi, la rencontre a permis au ministre d'exprimer le souhait « de voir les différentes parties installer un cadre de concertation et établir un agenda de travail conti-

nu à travers des réunions périodiques mensuelles pour la poursuite de la concertation », est-il souligné dans la même source. Il s'agit notamment de concertation « à travers l'émission d'avis sur les textes réglementaires à modifier pour les adapter à la hauteur des ambitions du pays en matière d'industrie pharmaceutique », relève la même source. Cependant, et selon le communiqué, « la rencontre, placée sous le signe de la concertation et de l'appui, a permis au ministre de réitérer son

engagement et l'expression de sa mission qui n'est autre que de porter et d'épauler toute l'industrie pharmaceutique nationale, qu'elle soit publique ou privée, afin de permettre son essor et qu'elle puisse assurer la couverture des besoins de santé pour garantir la souveraineté sanitaire et pharmaceutique conformément à la volonté et au programme du Président de la République ».

Sarah O.

PAUVRETÉ ET CATASTROPHES CLIMATIQUES

Plus de 150 millions d'enfants victimes en Afrique de l'Est et Australe

Selon un rapport, publié jeudi, à Nairobi au Kenya, par une organisation caritative internationale baptisée « Save the Children », plus de 150 millions d'enfants en Afrique de l'Est et Australe sont victimes de la pauvreté et des catastrophes climatiques. Selon l'organisation caritative, ils sont « 16,31 millions d'enfants kényans, soit 67% des enfants de ce pays, qui vivent sous le double impact de la pauvreté et de l'urgence climatique ». La directrice nationale de l'organisation « Save the Children » pour le Kenya et

Madagascar, Yvonne Arunga, a affirmé « l'urgence climatique et les problèmes d'inégalité étaient fortement connectés, et qu'il n'était pas possible de les traiter de manière isolée les uns des autres ». Les crises de ce type enfonce encore plus les populations dans une pauvreté extrême et laissent des millions de personnes d'autant plus vulnérables à la prochaine inondation ou sécheresse, en ajoutant qu'« au Kenya, cette relation ne pourrait être plus évidente, la sécheresse dévastatrice que nous avons

connue dans ce pays et dans l'ensemble de la Corne de l'Afrique est la plus grave depuis 40 ans et elle a frappé le plus durement les régions les plus pauvres, faisant des millions d'affamés et de nombreux déplacés ». Le Soudan du Sud arrive en tête des pays d'Afrique de l'Est et Australe les plus susceptibles d'être confrontés à cette « double menace », avec « 87% des enfants affectés, suivi par le Mozambique 80% et Madagascar 73% », conclut le rapport.

L. Zeggane

AUTOMOBILE

Après Renault, Hyundai reprend son activité

Ces dernières semaines plusieurs démarches ont été prises par l'État dans le secteur de l'automobile à l'effet de donner une impulsion nouvelle à ce domaine. Ce qui a bouleversé le marché des voitures d'occasion et contribuera à baisser les prix.

Rappelant à ce titre que lors du Conseil des ministres extraordinaires du 9 octobre, le président de la République Abdelmadjid Tebboune a autorisé les citoyens à importer les véhicules de moins de trois ans « à leurs frais et pour leurs propres besoins et non à des fins commerciales ». Il en est de même pour les constructeurs automobiles étrangers qui peuvent importer des véhicules pour les vendre en Algérie, en attendant le lancement d'une véritable industrie automobile qui devrait intervenir dans « les plus brefs délais ». Cette décision a été suivie par une convention-cadre signée, à Alger, le 13 octobre dernier, entre le constructeur automobile FIAT et le ministère de l'Industrie pour la fabrication de ses voitures en Algérie dont le premier véhicule sorti d'usine est prévu fin 2023. Encore, après une longue attente, les concessionnaires automobiles pourront reprendre leur activité, car enfin « le cahier des charges fixant les conditions et modalités régissant l'exercice de l'activité de concessionnaire d'importation de véhicules neufs sera publié dimanche prochain ». À ce titre après l'usine d'assemblage automobile de Renault Algérie Production (RAP), située à Oued Tlilet à Oran, qui a repris partiellement son activité, le complexe de montage de véhicules Hyundai de la société TMC de Zaaroura dans la wilaya de Tiaret a repris jeudi son activité, avec la mise en



service de deux lignes de production. La reprise de l'activité est intervenue lors d'une cérémonie présidée par le wali de Tiaret, Ali Bougara, et le Directeur général de l'unité de Tiaret, Khaled Djaballah, qui a indiqué à la presse que la mise en service des deux lignes de production permettra le montage d'un véhicule touristique de type « New Accent » dont une gamme fonctionnant à l'essence et l'autre au diesel.

2 344 VOITURES « NEW ACCENT » PRÉVUES FIN 2022

Le même responsable a fait savoir qu'en fin d'année courante, 2.344 voitures seront montées et que la deuxième phase sera lancée début 2023 en exploitant deux autres lignes de production sur les sept que compte l'unité, dont une ligne de production de camionnettes, qui peut produire 70.000 unités lorsqu'elle atteindra sa capacité maximale de production. Selon le même responsable, l'entreprise dispose également d'une autre unité de production de véhicules à Frenda, dans la même wilaya, avec une capacité de production de 30.000 véhicules/an. Au sujet

des prix des véhicules et de la date de commercialisation, le directeur des stratégies de la société TMC Algérie, Bedjaoui Abderrahmane, a fait savoir que le véhicule New Accent sera bientôt disponible sur le marché et que le prix est actuellement à l'étude au niveau de la société de commercialisation. Il a indiqué que la société possède une unité de production des accessoires plastiques à Khemisti (Tissemsilt) et une autre de production de plaquettes de freins à Rouiba (Alger) d'une capacité de production de 1 million d'unités par an. Une autre unité sera ouverte à l'usine de Tiaret pour la production des sièges et du réseau électrique et de radio, en plus de la sous-traitance avec les petites et moyennes entreprises qui seront chargées de fournir à la société des accessoires et autres, a-t-on annoncé, soulignant que des contacts sont en cours avec le partenaire coréen pour transférer pleinement son expérience à la partie algérienne. Les deux lignes de production emploient actuellement 158 travailleurs sur 740 recrutés par l'usine avant sa fermeture il y a trois ans.

Sarah Oubraham

ALGÉRIE - FRANCE

La commission parlementaire mixte se réunira « dans les meilleurs délais »

Le vice-président de l'Assemblée populaire nationale, Moundir Bouden qui a supervisé l'installation du groupe parlementaire d'amitié Algérie-France a mis en exergue jeudi la nécessité de donner un nouvel élan aux relations économiques en vue de promouvoir un partenariat équilibré au profit des deux parties à travers l'encouragement des échanges économiques et le développement de partenariats.

Il s'agit aussi d'encourager la recherche pour l'innovation notamment dans les secteurs d'avenir à l'instar des technologies numériques, les énergies renouvelables, les métaux rares, la santé, l'agriculture et le tourisme, a-t-il ajouté. « Cette démarche consistant à donner un autre nouvel élan aux relations bilatérales a été enclenchée suite

à la visite officielle du président français Emmanuel Macron en Algérie au mois d'août dernier et sa rencontre avec le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, une visite suivie de plusieurs autres rencontres bilatérales, la dernière étant la visite de la Première ministre française Elisabeth Borne accompagnée de 15 ministres », a-t-il rappelé.

L'ambassadeur français en Algérie, François Gouyette a indiqué, pour sa part, que l'installation du groupe parlementaire d'amitié Algérie-France traduit l'importance de la dimension parlementaire dans la concrétisation des relations bilatérales et l'échange d'expériences et de visites. L'installation du groupe intervient dans un contexte particulier marqué par une dynamique de relance des

relations entre les deux pays, a-t-il fait observer, affirmant que les présidents algérien et français ont clairement manifesté leur volonté de relancer les relations bilatérales.

La signature de la Déclaration d'Alger et la visite de la Première ministre française en Algérie, se veulent un signe de la concrétisation de cette volonté, a-t-il estimé.

De son côté, le directeur des pays de l'Europe occidentale au ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Liamine Achache, a qualifié le groupe installé de mécanisme tout aussi important que les autres mécanismes de coopération bilatérale Algéro-française, relevant que son installation intervenait dans un contexte idoine en soutien à nos relations et à notre partenariat bilatéral, notamment

après la visite officielle effectuée, en août dernier par le Président Macron, à l'invitation de son homologue algérien, Abdelmadjid Tebboune.

L'installation de ce groupe parlementaire d'amitié permettra la tenue, dans les meilleurs délais, d'une nouvelle session de la commission parlementaire mixte Algérie-France, après une interruption en raison de crise sanitaire Covid-19.

De son côté, le président du groupe parlementaire d'amitié, Mohamed Bouabdallah, a estimé que le mécanisme de coordination, de concertation et de coopération entre les deux instances législatives demeure un moyen et une nécessité impérieuse pour traduire les recommandations politiques sur le terrain.

Ania Nch

PRIX NATIONAL DE LA PME

INNOVANTE

Prolongation des délais de dépôt des candidatures jusqu'au 12 novembre

Le ministère de l'Industrie a annoncé la prolongation jusqu'au 12 novembre prochain des délais de dépôt des dossiers de candidature pour le Prix national de la petite et moyenne entreprise (PME) innovante. « L'inscription s'effectue via une plateforme numérique dédiée à cet effet via le lien suivant: www.apie.industrie.gov.dz », a indiqué un communiqué du ministère. Il s'agit là, faut-il le souligner, d'un concours annuel organisé par le ministère de l'Industrie pour récompenser les petites et moyennes entreprises créatives et innovantes.

Pour cette année, la 11ème édition est organisée sous le slogan « L'innovation : un lien vers l'avenir ». Elle cible 3 types de PME innovantes à travers l'institution de trois prix dont la valeur oscille entre 600 000 et 2 millions DA, selon le type de la PME. Deux de ces prix concernent les entreprises qui existent depuis plus de 3 ans activant dans des domaines contribuant au développement économique durable et à l'économie verte, tandis que le 3e prix est consacré aux PME nouvellement créées contribuant aussi au développement économique durable. Pour rappel, lors de la 10ème édition, 9 prix avaient été décernés et la première place était revenue à la « SARL Dima Froid », sise à Batna, pour son innovation de porte coupe-feu. En deuxième position, la PME « Exosafe » a été primée pour son innovation d'une hotte pour les manipulations de chimie alors que le troisième prix est revenu au Groupe « Algeria Corporate Universe » (GACU) pour son référentiel des compétences des métiers de l'industrie.

Ania Nch

AIR ALGÉRIE

Des tarifs promotionnels de et vers l'international

Air Algérie a annoncé hier le lancement des tarifs promotionnels de et vers l'international, pour des achats allant du 28 octobre au 17 novembre 2022 et concernant des voyages jusqu'au 25 mars 2023. Au départ de la France : Alger-Paris-Alger : 29 900 DA/210 Euro- Alger-Marseille-Alger : 23 000 DA/170 Euro. Constantine-Mulhouse-Constantine : 34 900 Da / 210 Euro. Oran- Bordeaux-Oran : 29 900 Da / 190 Euro. Béjaïa - Lyon - Béjaïa : 28 900 DA / 200 Euro. D'autres destinations sont disponibles. Au départ de l'Europe : Alger-Rome-Alger : 35 300 Da/ 257 Euro- Alger-Genève-Alger : 32 573 Da / 254 CHF. -Alger-Frankfurt-Alger : 30 036 Da/ 236 Euro. -Alger-Londres-Alger : 36 500 DA /199 GBP. Au départ de l'Afrique : Alger-Bamako-Alger : 44 069 Da/259 900 XOF. -Alger-Dakar-Alger : 44 001 DA / 15 033 MRU. Au départ du Moyen Orient : Alger-Doha-Alger : 59 577 Da / 1900 QAR . -Au départ de l'Asie : Alger-Moscou-Alger : 49 900 Da/ 350 Euro. -Au départ de l'Amérique du Nord : Alger-Montréal-Alger : 84 900 DA / 949 CAD.

Sarah O.

**S
E
R
O
E
S**

APRÈS LA CONFIRMATION DU MATCH AMICAL SUÈDE-ALGÉRIE

Les Verts renouent avec le football européen quatre ans après...

La rencontre amicale que va livrer la sélection nationale le 19 novembre prochain à Malmo face à son homologue suédoise est la première des Verts contre une sélection européenne depuis celle perdue contre le Portugal, en amical aussi, à Lisbonne (3-0), en juin 2018.

A l'époque, l'équipe nationale, drivée par l'ancienne star du football algérien, Rabah Madjer, traversait le pire de ses moments. Mais depuis l'arrivée de Djamel Belmadi, les Fennecs n'ont jamais eu l'occasion de se frotter à des adversaires du vieux continent. D'ailleurs, lors des 43 matchs joués par le Club Algérie sous la houlette de Djamel Belmadi, les Verts ont affronté seulement trois sélections non africaines. Il s'agit de la Colombie, le Mexique et l'Iran, en plus du Qatar, un match organisé hors date FIFA.

Pour les observateurs, la bande à Belmadi aurait dû profiter notamment de son heure de gloire qui a suivi sa consécration lors de la CAN-2019, pour jauger ses capacités



Phs : DR

face à des sélections européennes de renom, car cela aurait pu lui servir énormément pour rester au sommet de sa forme.

La Fédération algérienne de football a confirmé, mercredi, via un communiqué officiel que l'équipe nationale affrontera son homologue suédoise, en match amical le samedi 19 novembre à l'Eleda Stadium de Malmo (20h30, algériennes). "Dans le cadre de la prochaine date Fifa, soit du 14 au 20 novembre 2022, les Verts affronteront en amical

la Suède à Malmo le 19 du même mois à l'Eleda Stadium (20h30)", a indiqué la FAF.

25e au dernier classement de la Fifa, publié le 6 octobre, la Suède a échoué à se qualifier pour la prochaine Coupe du monde au Qatar (20 novembre- 18 décembre), au même titre que l'Algérie. Outre l'Algérie, la Suède affrontera le Mexique le mercredi 16 novembre au stade de Gérone en Espagne. L'Algérie avait rencontré la Suède à quatre reprises par le passé. La dernière opposition entre

les deux équipes remonte à 1990.

Le match s'est joué à Alger et s'est terminé sur un score de parité (1-1). Les coéquipiers du capitaine Riyad Mahrez (Manchester City/ Angleterre) restent sur deux victoires en amical : face à la Guinée (1-0) et au Nigeria (2-1), en matchs disputés respectivement les 23 et 27 septembre dernier au stade olympique Miloud-Hadefi d'Oran.

Hakim S.

UN NOUVEL ENTRAINEUR POUR VILLARREAL

Le bout du tunnel pour Mandi ?

Le club anglais d'Aston Villa vient d'engager un nouvel entraîneur en la personne d'Unay Emray, qui n'est autre que le désormais ex-coach du club espagnol de Villarreal où évolue le défenseur international algérien, Aissa Mandi.

Le départ d'Emray a été rendu possible après que ce dernier s'est acquitté d'une indemnité de l'ordre de 7 millions d'euros, lui ayant permis ainsi de résilier son contrat avec la formation pensionnaire de la Liga espagnole.

L'international algérien, qui a rejoint le club espagnol lors de l'été 2021 en provenance du Real Bétis, un autre pensionnaire de la Liga, devrait être le principal bénéficiaire de cette transaction, vu qu'il était rarement utilisé par son désormais ex-coach.

Ce n'est pas tout, puisque le nouveau patron technique de Villarreal aurait pour nom Quique Setien, qui n'est autre que l'ancien driver de Mandi à Bétis. Cela veut dire qu'il connaît assez bien le défenseur algérien de 31 ans et sait mieux que quiconque de quoi le joueur est capable sur un terrain de football. L'arrivée de Setien pour prendre les



destinées techniques du sous-marins jaune est déjà actée. Les deux parties ont tout conclu pour que le technicien espagnol reprenne service, lui qui était resté loin des terrains depuis sa dernière expé-

rience avec le FC Barcelone en 2020.

Il faut dire que Mandi était un joueur très estimé par son très probable futur coach quand les deux hommes défendaient le maillot du Real Bétis lors de la période de 2017 jusqu'en 2019. À l'époque, le coach optait souvent pour une défense à trois ce qui avait permis à Mandi d'avoir un statut de titulaire à part entière.

Quique Setien a même encensé à maintes reprises son défenseur central algérien, estimant qu'il était l'un des meilleurs joueurs qu'il a connu durant toute sa carrière d'entraîneur, d'autant plus que Mandi a toujours fait preuve de sérieux et de professionnalisme, tant sur le terrain qu'en dehors.

Même avis partagé par l'entraîneur national, Djamel Belmadi qui n'a pas tari d'éloges à son tour sur Mandi à l'issue du précédent stage des Verts, souhaitant que l'ancien capitaine du Stade de Reims soit plus utilisé par son club. Un souhait qui devrait être exaucé avec l'arrivée à Villarreal de l'ancien coach du FC Barcelone.

H. S.

CAN 2025 :

Le pays hôte du tournoi sera dévoilé le 10 février 2023

Le pays organisateur de la Coupe d'Afrique des nations CAN 2025 sera connu le 10 février 2023, a annoncé la Confédération africaine de football (CAF) mercredi.

L'annonce sera faite par le Comité Exécutif de l'instance africaine, précise la même source. La Confédération africaine de football a rouvert officiellement ce mercredi le processus d'appel d'offres pour les droits d'accueil de la Coupe d'Afrique des nations 2025.

La CAF a envoyé un avis aux associations membres pour exprimer leur intérêt à accueillir la CAN 2025, y compris le processus qui sera suivi dans la sélection du ou des pays hôtes.

Le ministre de la Jeunesse et des sport Abderrazak Sebgaï avait annoncé le 1er octobre dernier en marge du tirage au sort du Championnat d'Afrique des nations des joueurs locaux CHAN 2022, la candidature de l'Algérie pour l'organisation de la CAN 2025 après la décision de la CAF de retirer le tournoi à la Guinée. "Il est temps que l'Algérie organise des événements d'envergure, on va présenter un bon dossier pour organiser la Coupe d'Afrique des nations CAN 2025."

LIGUE 2

La LNFA fixe les dates des deux prochaines journées

La ligue nationale de football amateur (LNFA) a fixé les dates des deux prochaines journées (7e et 8e) du Championnat de Ligue 2 de football amateur, seniors et réserves, a indiqué un communiqué de l'instance publié jeudi. La 7e journée prévue initialement, les 28 et 29 octobre, se déroulera le mardi 15 novembre, alors que la 8e journée se tiendra le samedi 19 novembre, selon la LNFA, précisant que toutes les rencontres des deux groupes, Centre-Est et Centre-Ouest, débuteront à 15h00. Pour rappel, la LNFA avait annoncé le report de la 7e journée de Ligue 2, en raison de la tenue du Sommet arabe qu'abrite l'Algérie les 1er et 2 novembre 2022, indiquant que le "ministère de la Jeunesse et des Sports a transmis une correspondance à la FAF dans laquelle il l'invite à renvoyer les matches de Ligue 1 et de Ligue 2". A l'issue de la 6e journée de la Ligue 2, l'ES Mostaganem est leader avec 16 points dans le groupe Centre-Ouest, alors que dans l'autre groupe (Centre-Est), l'AS Khroub et l'US Souf se partagent le fauteuil de leader avec 14 points.



Ph: DR

datures pour l'accueil de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) en 2025, après le retrait de l'organisation à la Guinée à cause des infrastructures qui ne sont pas prêtes. Selon la chronologie du processus de candidature à la CAN 2025, le 11 novembre 2022 sera la date limite de dépôt du formulaire de déclaration d'intérêt, alors que le 16 novembre 2022 est la date limite d'envoi par la CAF des documents d'accueil aux associations membres

ayant déclaré leur intérêt. D'autre part, le 16 décembre 2022 sera la date limite pour la remise par les associations membres de leur offre finale, y compris tous les documents de candidature et d'accueil (convention d'accueil, convention des villes hôtes, garanties gouvernementales). Entre le 5 et le 25 janvier 2023 la Confédération africaine de football effectuera des visites d'inspections avant l'annonce du pays hôte du tournoi prévue le 10 février 2023.

LIGUE 1

Les dates des deux prochaines journées fixées

La Ligue de football professionnel a fixé les dates des 10e et 11e journées du championnat d'Algérie de Ligue 1, prévues en novembre prochain.

La 10ème journée se déroulera les 5 et 6 novembre 2022, et sera dominée par l'affiche entre le MC Alger et son rival la JS Kabylie prévue le 6 novembre à 15h00 au stade de Dar El Beida.

Cette journée sera amputée du match US Biskra - USM Alger reporté à une date ultérieure en raison de la participation du club algérois au deuxième tour préliminaire "Bis" de la Coupe de la confédération contre les Sud-Africains de Cap Town City FC (Aller 2 novembre, Retour 9 novembre). Quant à la 11ème journée elle est programmée le 10 novembre 2022 et sera tronquée de la rencontre USM Alger - RC Arbaa.

Les dates et horaires des prochaines journées du championnat professionnel Mobilis seront communiqués ultérieurement et le programme

sera établi en fonction de la date du stage du mois de novembre de la sélection nationale des locaux, précise la LFP.

15h00
ES Setif - HB Chelghoum
Laid 17h00
MC Oran - Paradou AC
18h00
US Biskra - USM Alger
Reporté

10 journée
5 novembre 2022
NC Magra - ASO Chlef
15h00

6 novembre 2022
RC Arbaa - CS Constantine
15h00
CR Belouizdad - MC El Bayadh 15h00
JS Saoura - USM Khenchela
18h00
MC Alger - JS Kabylie

11e journée (15h00)
CS Constantine - NC Magra
ASO Chlef - CR Belouizdad
MC El Bayadh - MC Oran
USM Khenchela - US Biskra
JS Kabylie - JS Saoura
HB Chelghoum Laid - MC Alger
Paradou AC - ES Sétif
USM Alger - RC Arbaa
Reporté.

DISCIPLINE

Un match à huis clos pour l'USM Alger

L'USM Alger a été sanctionnée d'un match à huis clos pour "jet de projectiles sur le terrain" (3e infraction), lors de la victoire contre Paradou AC (2-1) en match de mise à jour du championnat de Ligue 1 disputé mardi à Dar-El Beida (Alger), a indiqué la Ligue de football professionnel (LFP) mercredi.

Outre le huis clos, le club algérois devra s'acquitter d'une amende de 200.000 DA, selon la même source.

D'autre part, la commission de discipline de la LFP a infligé trois matchs de suspension dont un avec sursis aux joueurs : Aliane Yacine (ASO Chlef) et Hammia Mohamed El Amine (JS Saoura) exclus pour "voie de fait envers adversaire", lors du match en retard de Ligue 1 joué mardi à Relizane. Les deux joueurs devront payer chacun une amende de 30.000 DA. Le joueur de la JS Saoura Mellem Benamern a écopé

d'un match de suspension et 30.000 DA d'amende pour "contestation de décision". Par ailleurs, plusieurs clubs ont été sanctionnés financièrement pour diverses raisons. Ainsi, l'ASO Chlef est condamnée à payer 50.000 DA pour "tableau d'affichage défectueux". L'ES Sétif, le CR Belouizdad et l'USM Khenchela sont condamnés à payer 30.000 DA chacun pour "utilisation de fumigènes dans les tribunes".

ÉQUIPE NATIONALE U17

Défaite face à la Libye en amical

L'équipe nationale de football des moins de 17 ans (U17), s'est inclinée jeudi face à son homologue libyenne (0-1), en match amical préparatoire disputé au stade communal de Baraki (Alger), en vue de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2023 de la catégorie, prévue en Algérie du 8 au 30 avril, rapporte la Fédération algérienne (FAF) vendredi sur

son site officiel. "Malgré une bonne prestation et plusieurs occasions ratées au cours de cette rencontre qui a servi de revue d'effectif au staff technique, ce sont les Libyens qui se sont montrés plus réalistes grâce à une unique réalisation intervenue contre le cours du jeu à la 49e", précise l'instance fédérale. Les deux sélections se retrouveront dimanche pour une deuxième

manche, "qui servira au staff technique également d'évaluation avec un groupe de joueurs remanié". Les joueurs du sélectionneur Arezki Remmane disputeront un dernier match amical le mercredi 2 novembre face à l'Egypte. La Libye et l'Egypte sont, faut-il le souligner, en stage de préparation à Alger pour le tournoi de l'Union nord-africaine (UNAF), qualifi-

catis de la zone Afrique du nord pour la CAN-2023 en Algérie. Le staff technique national a retenu deux groupes de joueurs pour les besoins de ce stage où deux éléments ont manqué à l'appel, le milieu offensif Younes Benali (FC Nantes/ France) et l'attaquant Lyes Ardjani (Paris SG/ France). Il s'agit du premier regroupement pour les U17 depuis la Coupe arabe

KARIMA TALEB, NOUVELLE PRÉSIDENTE DE LA FÉDÉRATION ALGÉRIENNE DE HANDBALL :

« Rassembler la famille du handball algérien »

La nouvelle présidente de la Fédération algérienne de handball, Karima Taleb, élue samedi pour assurer la gérance de l'instance jusqu'à la fin du mandat olympique 2020-2024, a assuré mercredi à Alger, que son rôle consisterait d'abord à "rassembler la famille du handball algérien", tout en apportant une certaine stabilité à la discipline. Autre important projet évoqué par Karima Taleb lors du forum du quotidien national Al-Fadjr, le travail de fond au niveau des jeunes catégories. Un point qu'elle devrait "soulever incessamment avec le président de Ligues de wilayas". La formation des entraîneurs et des arbitres constitue également un des principaux aspects de la politique de la nouvelle présidente de la FAHB. "L'objectif recherché est d'arriver à former l'ensemble des entraîneurs à travers des cycles de formation dans toutes les Ligues de wilayas et une prise en charge pour les anciens athlètes d'élite", a-t-elle promis. Son programme consiste également à "promouvoir l'ensemble des encadrateurs à un échelon plus élevé", et le lancement d'une réflexion sur le sport scolaire. Interrogée sur les sélections nationales seniors dames et messieurs qui s'approprient à prendre part respectivement au championnat d'Afrique 2022 au Sénégal et au Mondial 2023 en Suède et en Pologne, la présidente de l'instance s'est montrée très réaliste, en se disant "consciente qu'une arrivée aussi tardive aux commandes de la fédération ne lui permet pas d'obtenir de bons résultats techniques dans l'immédiat". Selon elle, même le mandat d'un an et demi "est trop court pour espérer parachever l'ensemble des objectifs". Karima Taleb avait été élue présidente de la Fédération algérienne de handball lors de l'Assemblée générale électorale (AGE), tenue samedi dernier à la salle de conférences du complexe olympique Mohamed-Boudiaf d'Alger. Elle avait remporté le suffrage, avec 67 voix contre seulement 20 pour son unique concurrent, Bouzid Abdelmadjid, alors que neuf bulletins ont été déclarés nuls. Pour rappel, la FAHB était gérée depuis le 27 septembre 2021 par un directoire, présidé par l'ancien international Abdelkrim Bendjemil, suite à la suspension à titre conservatoire de l'ancien président de cette instance, Habib Labane.

FC BARCELONE

L'élimination en Ligue des Champions va coûter cher

Alors que le Barça a pris la porte dès la phase de poules, le club catalan va devoir faire face à de sacrées conséquences.

Terrible coup dur. Pour une deuxième année consécutive, le FC Barcelone ne disputera pas les huitièmes de finale de la Ligue des Champions. Si l'échec de l'an dernier était un peu plus compréhensible et a été plus ou moins accepté en Catalogne au vu du contexte, cette année, ça ne passe pas. La presse catalane et les supporters ont énormément de mal à avaler cet échec après l'été de folie qu'ils ont vécu, et les signatures de joueurs de qualité sur lesquels il est inutile de revenir tant elles sont encore dans l'esprit de tout le monde. Surtout que les premiers résultats encourageants en championnat avaient fait naître un optimisme démesuré auprès de beaucoup. Si les Culés sont déçus et même en colère, c'est parce qu'ils savent que cette élimination aura des conséquences qui risquent d'être difficiles à assumer.

Tout d'abord, il y a l'aspect financier. Cet été, le FC Barcelone a fait quelques manœuvres qui, afin qu'elles ne mettent pas le club en danger économiquement, impliquaient un minimum de résultats sportifs en retour. Le club avait d'ailleurs budgété une qualification pour les quarts de finale de la plus prestigieuse des compétitions européennes. Une qualification en quarts aurait offert 39,5 millions d'euros fixes au club sous forme de primes, auxquels il aurait fallu ajouter différentes variantes comme les droits TV, qui auraient fait grimper ce montant de façon conséquente. À titre d'exemple, le Real Madrid a touché 132 millions d'euros grâce à son sacre européen l'an dernier. Au final, le club n'a enregistré que 19,3 millions de recettes en Ligue des Champions pour le moment. Un total qui pourrait monter à 22,1 millions d'euros en cas de victoire face à Plzen, mais qui reste bien maigre. Divers médias catalans indiquent que même un sacre en Europa League ne compenserait pas les pertes. Sans parler des pertes liées à la billetterie, puisqu'il est évident que les rencontres d'Europa



League remplissent moins les travées du Camp Nou.

UN COUP DUR POUR LE PRESTIGE

Autant dire qu'il est probable que Joan Laporta et ses équipes soient poussés à envisager de nouvelles opérations financières similaires à celles de l'été dernier, tout comme des joueurs pourraient être poussés vers la porte, à l'image de ce qui s'est passé avec Frenkie de Jong lors du dernier mercato. Cet échec réduira également la marge de manœuvre du club au niveau des arrivées, alors que certaines positions ont encore besoin d'être renforcées... Et au-delà des paramètres purement financiers, ce qui fait mal, c'est aussi l'image. Avant, le Barça inspirait la peur et le respect en Europe. Un sentiment qui s'est clairement perdu, et que les Barcelonais voulaient relancer... Sans succès donc. En plus d'avoir perdu son statut de candidat au titre sérieux au fil des années, le Barça a aussi vu son image s'écorner considérablement.

Une baisse de prestige qui aura des conséquences presque aussi fâcheuses que le volet économique. Les deux sont plus ou moins liés de toute manière, puisque l'absence du Barça parmi les clubs d'élite du Vieux Continent va également faire baisser les revenus liés au merchandising, va faire perdre de la force au club dans les négociations avec les sponsors etc. Un cercle vicieux et négatif qui risque de faire couler le club s'il n'est pas brisé au plus tôt. N'étant pas parmi les tous meilleurs, il sera aussi plus difficile de convaincre les joueurs de rejoindre l'équipe, et des clubs comme Manchester City, le PSG et surtout le Real Madrid risquent clairement de passer devant dans les

choix des futurs gros joueurs et des pépites qui seront sur le marché.

L'ÉCHEC DE JOAN LAPORTA ?

Les conséquences sur le plan institutionnel sont donc terribles. Mais elles le sont tout autant pour bien des hommes à l'intérieur du club. À commencer par Joan Laporta. Bien sûr, ce n'est pas lui qui est sur le terrain, et ce n'est pas lui qui se charge d'aligner les 11 joueurs sur le pré. En revanche, il avait fait un énorme pari cet été, et en octobre, c'est déjà raté. Son image de président tout puissant, sûr de lui et confiant quant aux possibilités de remettre le Barça au premier plan très vite s'est vite évaporée. Surtout qu'on ne peut pas dire que l'humilité ou la discrétion soient ses principaux traits de caractère, ce qui accentue logiquement la déception et les moqueries à son sujet. Clairement, les résultats de l'équipe ne sont pas au niveau de ce qu'avait prévu et laissé entrevoir le patron blaugrana. Un sacré coup pour son image et sa crédibilité en somme.

Xavi est aussi pointé du doigt par beaucoup d'observateurs, et celui qu'on voyait comme le futur Guardiola a montré qu'il en est pour l'instant bien loin. Certains joueurs comme les cadres de l'équipe ont aussi, s'il y avait encore besoin, agacé bien du monde, et cette élimination pourrait même sonner la fin de l'aventure pour certains. Sport va même jusqu'à dire qu'après cette élimination, la décision est prise : Jordi Alba et Gerard Piqué seront vendus dès cet hiver ! Encore faudrait-il trouver des clubs intéressés. Mais vous l'aurez compris, cette terrible désillusion va avoir des conséquences à tous les niveaux...

JUVENTUS

13 joueurs sont déjà sur la sellette !

Après le terrible fiasco en Ligue des Champions, la Juventus cherche des coupables. Les Bianconeri prévoient un grand ménage durant les prochains mois. Des têtes vont tomber ! Turin est sous une tempête.

PLUSIEURS JOUEURS SONT POUSSÉS DEHORS

Un terrible coup de massue pour le club italien qui n'est pas encore assuré de disputer l'Europa League. Assassinée par la presse transalpine hier, la Juve va devoir se relever.

Pour y parvenir, elle pourra compter sur Massimiliano Allegri. Malgré des résultats catastrophiques, le coach italien restera en poste puisque le licenciement coûterait une fortune aux Turinois (environ 80 millions d'euros selon les médias transalpins). Impossible donc pour les Piémontais de le virer. En

revanche, les dirigeants peuvent avoir les mains un peu plus libres en ce qui concerne les joueurs. En effet, plusieurs éléments du groupe actuel risquent de changer d'air durant les prochains mois. Les têtes pensantes de la Juve veulent faire un ménage XXL dans l'effectif d'Allegri. Ce jeudi, la Gazzetta dello Sport et le Corriere dello Sport ont dressé la liste des joueurs qui partiront cet hiver

voire à l'été 2023 au plus tard. Selon la GdS, Alex Sandro, Juan Cuadrado, Angel Di Maria, Adrien Rabiot et Weston McKenna ne seront plus à l'an prochain. Concernant les deux derniers cités, le Corriere dello Sport les place plutôt dans la catégorie "incertitudes". En fin de contrat en juin 2023, Adrien

Rabiot, que la Juve pense à prolonger, ne serait pas contre partir. L'Angleterre le fait rêver.

DES CAS À RÉGLER

Un départ est donc attendu et pratiquement acté. Même chose pour Mattia De Sciglio et Daniele Rugani, dont le club ne veut plus.

Dans la catégorie incertitudes, les deux médias transalpins ont cité les noms de Leonardo Bonucci (contrat jusqu'en 2024), Moise Kean (sous contrat jusqu'en 2025), Nicolo Fagioli (contrat jusqu'en 2026), Federico Gatti (contrat jusqu'en 2026), Leandro Paredes (prêté par le PSG) et Arkadiusz Milik (prêté par l'OM). Mais le Polonais est bien parti pour rester. "La révolution acte II", est bien lancée

MANCHESTER UNITED

Cristiano Ronaldo a réussi son retour

Cristiano Ronaldo a mis fin à presque 10 jours de polémique en étant titulaire face au Sheriff Tiraspol et en marquant un but en fin de rencontre. De quoi repartir sur de bonnes bases avant la Coupe du Monde.

Il y a quelques années, ou même quelques mois, un but de Cristiano Ronaldo contre le terrible Sheriff Tiraspol en Ligue Europa n'aurait pas déclenché le moindre commentaire. Mais après les 9 derniers jours, il est vécu comme un véritable événement. Léger retour en arrière pour se rappeler l'incident du 19 octobre et le refus de Cristiano Ronaldo de rentrer en jeu contre Tottenham en Premier League. Le Portugais, dépité, avait même quitté le stade avant la fin du match, ce qui lui a valu une sanction financière et une mise à l'écart du match suivant face à Chelsea.

Pendant une semaine, les débats ont tourné autour de la situation du Portugais de 37 ans et de la manière dont Erik ten Hag, l'entraîneur néerlandais de Manchester United, gère ça. On pourra reconnaître au technicien son sens de la mesure puisqu'il a décidé de titulariser CR7 jeudi soir contre le club moldave. Fin de la punition pour Ronaldo donc, installé à la pointe de l'attaque et buteur en fin de rencontre pour sceller la victoire 3-0 des Red Devils.

QUELLE SUITE ?

Un véritable soulagement pour le Portugais, déjà buteur à l'aller sur penalty, auteur là de son troisième but de la saison. À l'issue de la rencontre, son entraîneur l'a félicité, sur BT Sport. « Oui, super performance. Il a créé et l'équipe crée pour lui. Nous savons qu'il a les capacités pour terminer les actions. Il avait besoin d'un but je dirais, et d'autres viendront, j'en suis convaincu. ». Ten Hag a réussi à ne pas perdre totalement Cristiano Ronaldo après son coup de sang contre Tottenham et c'est là une première réussite.

Mais il faudra voir ce qui attend l'attaquant au cours des prochains jours. Il reste 5 matches à disputer avec Manchester United avant la coupure liée à la Coupe du Monde. Le Portugais sera-t-il utilisé dans la rotation de l'effectif, en Ligue Europa et en FA Cup, ou sera-t-il à nouveau utilisé dans les rencontres de Premier League ? Erik ten Hag a la réponse.

KHENCHELA. POMME

Augmentation de la production durant les 10 dernières années

La production de pomme dans la wilaya de Khenchela a enregistré au cours des dix dernières années une "nette augmentation" enregistrant une évolution de 630 %, a indiqué mercredi le directeur des services agricoles (DSA), Rachid Bouallègue.

Les quantités de pomme produites par la wilaya ont augmenté de 269 000 qx durant la saison agricole 2011-2012 à plus de 1,69 million qx en 2021-2022, a assuré le même responsable dans une déclaration à la presse en marge d'une exposition tenue à l'université Abbès-Laghrou, à l'occasion de la 3ème édition de la fête nationale de la pomme. Sur la même période, la surface réservée à la pomiculture a cru de 4 000 hectares à 4 752 hectares, de même que le rendement moyen par hectare a augmenté de 44 quintaux en 2012 à 356 quintaux en 2022, a précisé le directeur du secteur. L'augmentation de la production et du rendement à l'hectare s'expliquent, a ajouté le même cadre, par l'adoption par les pomiculteurs des techniques culturales nouvelles d'intensification permettant de planter 3 000 arbres par hectare et de recueillir la première récolte dès la deuxième année de plantation avant d'atteindre une production de 600 quintaux à l'hectare à partir de la troisième année.

Le président de la filière pomme au conseil interprofessionnel de l'arboriculture fruitière, Yacine Nasri, a prévu une augmentation de la production annuelle de pomme de la wilaya au cours des prochaines années à 3 millions quintaux à la condition que les producteurs adoptent massivement le mode de culture intensive à la manière polonaise en plus de la concrétisation du projet du barrage Oued Lazrag dans la commune de Bouhama. Ceci ouvrira grande la porte de l'exportation, selon ce même professionnel qui a indiqué que dans le cadre de la

MOSTAGANEM. MARAÏCHERS

Production de plus de 6,7 millions de quintaux

Une production de plus de 6,7 millions de quintaux de maraîchers a été réalisée cette saison agricole 2021-2022 dans la wilaya de Mostaganem, a-t-on appris mercredi de la direction des services agricoles (DSA). Le service d'organisation de la production et l'appui technique a souligné que la production des légumes de champ a atteint 6,702 millions qx après la récolte sur une superficie de 24 645 hectares de terres agricoles réservées à cette filière agricole. Dans le cadre de cette campagne, une production de 3,3 millions de pomme de terre dont 75 000 qx de semences, 760 000 qx de tomates, 320.000 qx de pastèques, 380 000 qx de poivron et 360 000 qx d'oignons, a été réalisée. Les agriculteurs ont également cueilli durant cette période 1,2 million qx de melon, courgette, ail, carotte, aubergine, haricot vert, poix et autres. Ce bilan qui a contribué à une abondance de ces maraîchers dans les dernières semaines aux marchés régionaux et nationaux et à une baisse des prix de manière raisonnable est aussi favorisée par la production sous serres (730 000 qx), a-t-on souligné.



convention cadre signée avec l'université Abbès-Laghrou pour l'ouverture d'un master professionnel en pomiculture, des ateliers techniques seront animés au profit des étudiants par trois experts polonais. La troisième fête de la pomme a donné lieu à une exposition de ce fruit des producteurs des wilayas de Khenche-

la, Batna, Sidi Bel Abbès et Médéa, et à la signature de deux conventions entre l'université Abbès-Laghrou et l'association nationale de développement du caroube et entre la chambre de l'agriculture de la wilaya de Khenchela et l'institut technologique de moyen culture de Guelma.

CHLEF. INCENDIE DE ROUAÏCHIA

Plus de 100 ha de couvert végétal partis en fumées

L'incendie de la forêt de Rouaïchia de Ténès (55 km au Nord de Chlef), toujours actif pour la 5ème journée consécutive, a détruit, à ce jour, plus de 100 ha de couvert végétal, a-t-on appris mercredi auprès de la direction de la Protection civile de wilaya. "À ce jour, les pertes occasionnées par cet incendie, qui s'est déclaré samedi soir, sont estimées à plus de 100 ha de couvert végétal, entre maquis, pins d'Alep et arbres fruitiers", a indiqué, à l'APS, le chargé de la communication de la Protection civile, le commandant Teggat Sid Ahmed. Le responsable a signalé, en outre, la pré-

sence, toujours sur place, des équipes des pompiers et de tous les partenaires et secteurs concernés, qui "poursuivent les opérations d'extinction de nouveaux foyers, pour la 5ème journée consécutive", a-t-il assuré.

Le commandant Teggat a cité en cause "les vents forts" dans la déclaration de ces nouveaux foyers d'incendies dans les régions de "Mefathia" et "Ouled Tayeb", connus pour la densité de leur couvert forestier et leurs aspérités difficiles d'accès.

Un précédent bilan des services de la Protection civile de la wilaya faisait état de la perte de près de 80 ha de couvert végétal

suite à cet incendie de Rouaïchia, dont l'extinction a mobilisé des unités de la Protection civile de nombreuses wilayas voisines, en plus de deux hélicoptères de lutte anti-incendies de la Direction générale de la Protection civile et des éléments de l'Armée nationale populaire (ANP) et de la Gendarmerie nationale, notamment.

À noter que le wali de Chlef, Attallah Moulati s'est déplacé aujourd'hui sur les lieux de l'incendie, en compagnie des membres de la commission sécuritaire, pour s'enquérir des opérations d'extinction et de l'ampleur des dégâts.

GHARDAÏA. SONELGAZ

68 agressions sur des ouvrages énergétiques depuis janvier 2022

Pas moins de 68 cas d'agression ont été enregistrés sur les ouvrages des réseaux électriques et gaziers dans la wilaya de Gharadaïa, depuis le début de l'année en cours, a-t-on appris mercredi de la direction locale de la Société algérienne d'électricité et du gaz "Sonelgaz-Distribution". Le réseau de distribution de l'électricité de la wilaya de Gharadaïa a subi, 32 agressions depuis le début de l'année, dont 18 ont été causées aux ouvrages aériens et 14 aux ouvrages enterrés pénalisant 89.818 abonnés. Le réseau de gaz naturel, a quant à lui subi 36 agressions sur les conduites pénalisant un (1) abonné, selon les statistiques fournies par la cellule de com-

munication. "Ce phénomène d'agression sur les réseaux énergétiques a pris de l'ampleur et porte préjudice à la trésorerie de l'entreprise, en pénalisant également les abonnés par des coupures provoquées par incidents", a précisé à l'APS le chargé de communication, Yahia Abbès. "Ces agressions sont souvent provoquées par des constructions sur des ouvrages et réseaux de distribution énergétiques ou dans les zones de sécurité de ces infrastructures, le vol des câbles et équipements, endommagement des poteaux ou conduites de gaz suite aux accidents de circulation routière ainsi que les divers travaux de refoulement effectués par des citoyens et entrepreneurs", a-

t-il expliqué. À ce titre, "pas moins de 104 plaintes ont été déposées auprès des services judiciaires compétents contre les agresseurs sur les ouvrages énergétiques depuis le début de l'année en cours 2022", a-t-on signalé. Les services de la direction locale de Sonelgaz déplorent le manque de coordination entre les différents services notamment, lors d'exécution de divers travaux, sans tenir compte des plans de situation des ouvrages et invitent les entrepreneurs à se rapprocher de ses services pour éviter des cas d'agression de ses réseaux. Entre 2013 et 2021, les mêmes services ont enregistré un total de 376 agressions sur les réseaux d'électricité et 1 452 sur le réseau de

gaz naturel avec un préjudice financier et manque à gagner, estimé à plus d'un (1) milliard de DA, représentant le montant des frais de réparation des dégâts causés aux ouvrages et conduites en question. La wilaya de Gharadaïa totalise 132 666 abonnés au réseau électrique et plus de 81 600 abonnés au réseau du gaz naturel, soit un taux d'électrification de 99,18% et 76,66% taux de pénétration de gaz naturel. Elle dispose également de 5211 Km linéaires de réseau électrique (moyenne et basse tension), de 2846 postes de transformateurs et plus de 1529 Km linéaire de réseau de gaz naturel, ainsi que 16 distributeurs publics et une station GPL à Guerrara.

TINDOUF. CONSERVATION DES FORÊTS

Plus de 12 000 arbustes seront attribués cette saison

Plus de 12 000 arbustes seront attribués dans la wilaya de Tindouf au titre de l'actuelle saison (2022-2023), a-t-on appris mercredi de la Conservation locale des forêts. Destinée aux citoyens, administrations et différents corps constitués, l'opération d'attribution d'arbustes produits dans la pépinière forestière relevant de la Conservation des forêts, sera accompagnée d'une action de sensibilisation visant l'ancrage de la culture environnementale, a affirmé à l'APS Mabrouka Ghofrane Dada, inspecteur à la Conservation des forêts de la wilaya. Dans ce sillage, les cadres de la Conservation des forêts prévoient des sorties vers les établissements éducatifs de la wilaya, avec le concours de plusieurs acteurs, notamment la gendarmerie nationale, la protection civile et la direction de l'environnement, durant lesquelles il sera procédé à la distribution de dépliants comprenant des conseils aux élèves, a-t-elle ajouté. Par ailleurs, Mme Dada a fait savoir que la Conservation des forêts a conclu un accord de partenariat avec un promoteur privé en vue de produire plus de 20 000 arbustes au niveau de sa pépinière. S'agissant du bilan de l'année dernière, un total de 18 474 arbustes ont été distribués au profit de 1 167 bénéficiaires à travers la wilaya de Tindouf au titre de la campagne nationale de reboisement pour la saison 2021-2022. Dans la même période, six (6) conventions ont été signées par la Conservation des forêts avec des associations activant dans le domaine de l'environnement, ayant bénéficié de 1 238 arbustes afin d'organiser des campagnes de reboisement en milieu urbain. À ce titre, des citoyens issus des communes d'Oum-Lassel et Tindouf ont bénéficié de 1 701 arbustes, plus de 500 arbustes ont été mis à la disposition des agriculteurs, 367 arbustes pour des structures pédagogiques, alors que des comités de quartiers ont eu aussi reçu 379 unités et 1.060 autres au profit des administrations de la wilaya.

CONSTANTINE. RÉSEAUX ÉLECTRIQUE ET GAZIER

Raccordement de plus de 4 800 logements

Plus de 4 800 logements, répartis sur les différentes communes de la wilaya de Constantine, ont été raccordés aux réseaux d'électricité et du gaz naturel, au titre de l'exercice 2022, a-t-on appris, jeudi auprès des responsables de la direction de distribution de l'électricité et du gaz, Ali Mendjeli.



Ph : DF

Il s'agit de 4 000 logements publics locatifs (LPL) qui ont été réalisés dans la commune d'Aïn Abid, de 750 unités d'habitation à la circonscription administrative Ali Mendjeli ainsi que 93 autres dans l'agglomération de Bounouara relevant de la localité d'El-Khroub, a indiqué à l'APS le responsable de cette direction, Abdellatif Belahrache. Pas moins de 54 logements ruraux dont 40 unités dans la zone rurale de "Mâamara" et 14 autres réalisées dans la mecha-

cadence des travaux et cela dans le but de garantir la réception de ces opérations dans les délais impartis. L'opération s'inscrit dans le cadre du programme tracé par la société algérienne de distribution de l'électricité et du gaz (SADEG) portant extension des réseaux d'alimentation en ces deux énergies dans le but d'améliorer les conditions de vie des habitants des zones rurales et urbaines, a-t-il poursuivi. Par ailleurs, cinquante-cinq (55) zones d'ombre, rele-

vant de diverses communes de cette wilaya totalisant plus de 1 800 familles, ont été raccordées à l'énergie électrique au titre de l'exercice 2022, tandis que les projets portant approvisionnement en gaz naturel avaient ciblé 49 zones rurales totalisant plus de 2 000 foyers, a-t-on rappelé de même source. Selon les dernières statistiques, établies par les mêmes services, les taux de couverture aux réseaux électrique et gazier, dépasse respectivement les 92 et 98 %.

cadence des travaux et cela dans le but de garantir la réception de ces opérations dans les délais impartis. L'opération s'inscrit dans le cadre du programme tracé par la société algérienne de distribution de l'électricité et du gaz (SADEG) portant extension des réseaux d'alimentation en ces deux énergies dans le but d'améliorer les conditions de vie des habitants des zones rurales et urbaines, a-t-il poursuivi. Par ailleurs, cinquante-cinq (55) zones d'ombre, rele-

M'SILA. COMMERCE

Plus de 1 000 nouveaux camions assurent le transport de marchandises

La flotte de transport terrestre de marchandises dans la wilaya de M'sila, a été renforcée depuis 2021 à ce jour avec l'entrée en service de plus de 1 000 nouveaux camions, tous tonnages confondus, a-t-on appris jeudi auprès des services de la wilaya. Ces nouveaux véhicules, appartenant à 176 opérateurs, totalisent une capacité globale de 7 065 tonnes, a précisé la même source, expliquant l'évolution de cette flotte par plusieurs facteurs dont la progression de la production de matériaux de construction dans la wilaya de M'sila, assurée par une cimenterie, sept briqueteries, des sablières et autres unités de production de carrelage, céramique et gypse. Cette évolution a été aussi encouragée par l'absence de transport ferroviaire malgré l'existence de trois lignes, à savoir M'sila-Bordj Bou Arréridj, M'sila-Alger et M'sila-Batna et bientôt l'entrée en exploitation de la ligne ferroviaire M'sila-Bougezoul dans la wilaya de Médéa, exploitées actuellement pour le transport de voyageurs, est-il souligné. Considérée comme un point de jonction entre l'Est et l'Ouest, le Nord et le Sud du pays, M'sila possède une flotte de transport routier de 30 590 véhicules totalisant un tonnage global de 397 122 tonnes. L'essentiel de cette flotte est concentré dans la partie Est de la wilaya, particulièrement dans les daïras de

Magra et Ouled Derradj, selon la même source. La disponibilité de cette flotte influe positivement sur l'économie locale, mais aussi négativement car l'utilisation des véhicules lourds dans le transport de

marchandises est le premier facteur de la dégradation de l'état des routes, nationales en particulier, a affirmé Badra Aïcha, présidente de la commission des transports à l'Assemblée populaire de wilaya.

MÉDÉA. HÔPITAL DE AÏN-BOUCIF

Réalisation de 90 interventions chirurgicales en ORL

Quatre-vingt-dix (90) interventions chirurgicales en Ortho-Rhino-Laryngologie (ORL) seront réalisées à partir de jeudi à l'hôpital de Aïn-Boucif, sud de Médéa, au profit de patients issus de la région, dans le cadre de journées médico-chirurgicales de solidarité initiées par l'association caritative "Tagemi" de la wilaya de Ghardaïa, a-t-on appris auprès du responsable de cette association. Un staff médical, composé de spécialiste en ORL, appuyé par du personnel médical de l'hôpital de Aïn-Boucif, effectuera des interven-

tions chirurgicales pour des personnes atteintes de maladies de l'oreille, du nez et de la gorge, à la faveur de cette opération de solidarité qui s'étalera jusqu'au 31 du mois courant, a indiqué à l'APS, le président de l'association "Tagemi", Mohamed Benyoucef. Déclinée sous le slogan "Oumma wahi-da" (une seule nation), cette action de solidarité envers des patients issus de milieu modeste tend à consacrer, selon Mohamed Benyoucef, les principes de "solidarité, d'entraide sociale et le renforcement des liens

humains" vis-à-vis des couches les plus défavorisées. L'association "Tagemi" avait effectué, lors d'une journée médicale de solidarité similaire, organisée au mois d'avril dernier au sein du même établissement hospitalier, cent soixante-dix (170) interventions en chirurgie pédiatrique, trois cent (300) opérations de circoncision au profit d'enfants démunis, et réalisé pas moins de sept cent (700) consultations pour des personnes souffrantes de problèmes ORL, a rappelé son président.

MASCARA. INFRASTRUCTURES

Mise en service de huit nouveaux établissements éducatifs

Le secteur de l'éducation de la wilaya de Mascara a été renforcé récemment par huit (8) nouveaux établissements éducatifs, a-t-on appris mercredi auprès des services de la wilaya. Ces structures englobent trois (3) groupes scolaires dans les communes de Menouar, Sidi Saïd et Tighennif, trois (3) CEM dans les communes de Oued El-Abtal, Maoussa et Tighennif, en plus de deux (2) lycées d'une capacité respective de 800 et 1 000 places pédagogiques dans les communes de Mascara et El-Kurt, a indiqué la même source. Sept (7) cantines scolaires et un demi pensionnat ont été également mis en service dans le cycle moyen, alors qu'il est attendu la réception, durant les tout prochains jours, d'une autre cantine scolaire dans la commune de Zahana et de plus de 80 classes d'extension dans les trois cycles d'enseignement. Il est prévu la réception, avant la fin du mois de novembre prochain, d'un groupe scolaire d'une capacité de 400 places pédagogiques dans la localité de "Sidi Amar" dans la commune de Sidi Boussaïd. Il est attendu, du reste, le lancement, durant les toutes prochaines semaines, des travaux pour la réalisation de deux lycées d'une capacité de 800 places pédagogiques dans les communes de Sedjra et Oued Taria, ainsi que la réalisation de six classes d'extension dans le cycle secondaire, selon la Direction des équipements publics. Les travaux de réalisation de deux (2) nouveaux groupes scolaires dans les communes de Sidi Boussaïd et Tighennif ont été lancés dans le cadre du programme sectoriel au courant de l'année, a-t-on indiqué de même source.

TIZI-OUZOU. SALON NATIONAL DE L'ARTISANAT

Plus de 80 artisans présents

Quatre vingt deux (82) artisans de 18 wilayas, exerçant dans diverses activités, prennent part à la 11e édition du Salon national de l'artisanat qui s'est ouvert mercredi à Tizi-Ouzou, sous le thème "Promouvoir l'artisanat par un développement économique". Pour cette nouvelle édition, "la priorité a été donnée aux produits de l'artisanat ancestrale et l'habillement traditionnel", a souligné le président de la Chambre locale de l'artisanat et des métiers (CAM), Azeddine Abdous. De son côté, le wali, Djilali Doumi, qui a donné le coup d'envoi du salon, a évoqué "une expression permanente" permettant "l'entretien de ces métiers et des contacts entre les artisans". S'agissant de l'écoulement des produits, écueil soulevé à chaque occasion par les artisans, il a estimé que ce salon est, également, un espace offrant des opportunités de commercialisation, tout en appelant les artisans à "davantage de compétitivité". "Les artisans doivent s'appliquer et se conformer à certaines normes et analyses nécessaires et s'inscrire dans une logique de compétitivité pour se placer sur le marché", a-t-il dit. Pour sa part, le président de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), Mohamed Klalèche, a assuré de l'engagement de l'institution élue à s'impliquer davantage dans l'organisation de cette manifestation. Organisée par la CAM en collaboration avec l'Assemblée populaire de wilaya (APW). Cette 11e édition du Salon national de l'artisanat, abritée par la placette de l'olivier, à la sortie Ouest de la ville de Tizi-Ouzou, s'étalera jusqu'au 31 du mois d'octobre en cours.

LE PRÉSIDENT RUSSE VLADIMIR POUTINE :

« Le monde entre dans sa décennie la plus dangereuse »

Le monde entre dans sa décennie "la plus dangereuse" depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, a prévenu jeudi le président russe Vladimir Poutine, estimant que le conflit en Ukraine était l'illustration de la lutte contre la domination occidentale.

"Nous sommes à un moment historique. Nous sommes sans doute face à la décennie la plus dangereuse, la plus importante, la plus imprévisible" depuis 1945, a déclaré le dirigeant russe, devant le forum de discussion de Valdai à Moscou. "L'Occident, sans unité claire, n'est pas en mesure de diriger le monde, mais il essaye désespérément, et la plupart des peuples du monde ne peuvent l'accepter", a-t-il affirmé, jugeant dès lors la planète en "situation révolutionnaire". Selon lui, l'assaut contre l'Ukraine s'inscrit dans ce "changement tectonique de tout l'ordre mondial". "La Russie ne supportera jamais le diktat de l'Occident agressif, néocolonial", a-t-il ajouté, évoquant des changements "inévitables" dans "l'ordre mondial". Peu avant, il avait décrit sa confrontation avec les Occidentaux, notamment dans le contexte de l'offensive contre l'Ukraine, comme un combat pour la survie même de la Russie. "La Russie ne défie pas l'Occident, la Russie défend juste son droit à exister", a-t-il encore affirmé, accusant les Américains et les autres Occidentaux de vouloir "détruire, effacer (la Russie) de la carte" dans un nouveau réquisitoire contre ses rivaux géopolitiques qui soutiennent et arment l'Ukraine face aux soldats russes.

"BOMBE SALE" : ENQUÊTE DE L'AIEA

Concernant les accusations russes selon lesquelles Kiev est en train de mettre au point une "bombe sale", le maître du Kremlin a demandé à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) de se rendre "au plus vite" en Ukraine. "L'AIEA veut venir (...). Nous sommes pour, au plus vite et de la manière la plus large possible, car nous savons que les autorités à Kiev font tout pour brouiller les traces de ces préparatifs", a-t-il affirmé. "Nous savons même où cela se fait approximativement (en Ukraine)", a ajouté le dirigeant russe. Selon lui, Kiev veut utiliser une telle arme radioactive "pour pouvoir dire plus tard que c'était la Russie qui avait effectué une frappe nucléaire", a encore dit M. Poutine, soulignant qu'il avait lui-même demandé à son ministre de la Défense, Sergueï Choïgou, d'"en informer" ses homologues occidentaux. Ce dernier s'est en effet entretenu ces derniers jours avec les ministres américain, chinois, français, turc et britannique de la Défense, des échanges d'une intensité inédite -sur quelques heures- depuis le début de l'offensive russe en Ukraine le 24 février. L'Ukraine et ses alliés occidentaux ont tous depuis largement condamné les allégations "à l'évidence fausses" de la Russie. L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a de son côté souligné dans un communiqué jeudi soir qu'elle allait visiter "cette semaine" deux sites ukrainiens à la demande de Kiev "pour détecter tout détournement de matière nucléaire". Vladimir Poutine a en outre relativisé ses propos passés quant à la possibilité d'utiliser l'arme atomique, estimant qu'il n'avait fait que répondre aux menaces de ses adversaires. "Nous n'avons jamais parlé de la possibilité d'utiliser des armes nucléaires. Nous avons



seulement fait des allusions en réponse aux déclarations d'autres pays", a assuré le président russe. Pour lui, l'Ukraine et les Occidentaux affirment que Moscou joue l'escalade nucléaire afin d'"influencer les pays neutres pour leur dire : +Regardez la Russie ! Ne coopérez pas avec elle !+". "Le seul pays au monde qui a utilisé des armes nucléaires contre un État non nucléaire, ce sont les États-Unis", a accusé M. Poutine.

"ARMES BIOLOGIQUES"

Evoquant la situation économique de son pays, il a jugé que "le pic des difficultés" économiques était "passé". Selon lui, "l'économie russe s'est adaptée (...). Ce qui se passe est en fin de compte bénéfique pour la Russie et son avenir (...). y compris dans la sphère économique". Dans la soirée, le ministre russe des Affaires étrangères a par ailleurs annoncé que la Russie avait demandé au Conseil de sécurité de l'ONU d'ouvrir une enquête internationale sur l'implication de Washington dans la mise au point présumée d'armes biologiques en Ukraine. "La Russie n'a pas eu d'autre choix que d'adresser une plainte au président du Conseil de sécurité de l'ONU pour demander d'ouvrir une enquête internationale" sur des "activités militaires biologiques des Etats-Unis sur le

territoire ukrainien", a-t-il affirmé. Peu après le début de son offensive en Ukraine, la Russie a accusé Washington d'avoir financé un programme d'armes biologiques en Ukraine. Les Etats-Unis comme Kiev ont démenti l'existence de laboratoires destinés à produire des armes biologiques en Ukraine. Jeudi soir, un haut-fonctionnaire onusien a pour sa part déclaré que les Nations unies n'étaient "pas au courant" d'un programme d'armes biologiques dans ce pays. "Nous sommes au courant de la plainte officielle de la Russie", a déclaré Adedeji Ebo, haut représentant adjoint chargé des questions de désarmement devant le Conseil de sécurité. "Comme la Haute représentante Izumi Nakamitsu en a informé le Conseil en mars et en mai. L'ONU n'est pas au courant d'un tel programme d'armes biologiques. C'est toujours le cas aujourd'hui", a-t-il ajouté, notant que l'ONU n'avait pas de mandat ni de "capacités techniques" pour enquêter. Les Etats-Unis ont quant à eux rejeté jeudi devant le Conseil de sécurité des Nations unies les accusations de la Russie, les qualifiant de "pure invention". "L'Ukraine n'a pas de programme d'armes biologiques (...). Les Etats-Unis n'ont pas de programme d'armes biologiques", a martelé leur représentante.

SELON L'ARMÉE SUD-CORÉENNE

La Corée du Nord a tiré deux missiles balistiques

Pongyang a tiré vendredi deux missiles balistiques de courte portée, a annoncé l'armée sud-coréenne, nouvelle démonstration de force qui fait craindre à Séoul et Washington l'imminence d'un nouvel essai nucléaire de Kim Jong Un.

L'armée sud-coréenne a indiqué avoir "détecté deux missiles balistiques tirés depuis la zone de Tongchon à Kangwon", une province de la côte est de la Corée du Nord, "entre 11h59 (02h59 GMT) et 12h18". Les missiles ont volé sur une distance d'environ 230 kilomètres à une altitude de 24 kilomètres et à une vitesse de Mach 5, selon le communiqué qui a dénoncé une "grave provocation" violant les sanctions de l'ONU. "Notre armée a renforcé son contrôle et sa sur-

veillance et maintient une position de pleine disponibilité en étroite coordination avec les États-Unis", a déclaré l'état-major interarmées de Séoul dans un communiqué.

Ces tirs interviennent au moment où les Etats-Unis et la Corée du Sud terminent douze jours d'exercices militaires conjoints, incluant des opérations amphibies (sur terre et en mer).

Les deux alliés vont entamer des exercices de défense aérienne à partir de lundi, auxquels participeront 200 avions de chasse coréen et américain. Ce type d'exercices militaires provoque la fureur du Nord, qui les perçoit comme une répétition générale en vue d'une invasion.

Pyongyang justifie donc ses tirs en les présentant comme

des "contre-mesures" face à ce qu'elle voit comme une agression américaine. Pour Hong Min, de l'Institut coréen pour l'unification nationale, le tir de vendredi est un effort de Pyongyang pour riposter aux exercices de Washington et Séoul. "Le Nord sait qu'il ne peut pas rivaliser avec les capacités aériennes combinées des Etats-Unis et de la Corée du Sud. Il a donc l'intention de montrer qu'il est capable de frapper leur centre de commandement aérien avec ses missiles", a-t-il analysé auprès de l'AFP.

Séoul et Washington ont averti à plusieurs reprises que Pyongyang pourrait être sur le point de réaliser un nouvel essai nucléaire, pour la première fois depuis 2017, après une série de tirs de missiles balis-

tiques ces dernières semaines. "Tout le monde retient son souffle", a abondé le patron de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) Rafael Grossi à la presse en marge d'une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU sur l'Ukraine jeudi. "Un autre essai nucléaire serait une nouvelle confirmation d'un programme nucléaire qui avance à plein régime dans une direction incroyablement inquiétante", a-t-il poursuivi.

La posture de plus en plus affirmée du Nord a pour effet de renforcer d'anciennes alliances au sein de la région. Mercredi, les vice-ministres des Affaires étrangères des Etats-Unis, du Japon et de la Corée du Sud, réunis à Tokyo, se sont engagés à renforcer leur dissuasion dans la région.

PHILIPPINES

Au moins 31 morts dans des inondations

Au moins 31 personnes sont mortes dans des glissements de terrain et des inondations causés par de fortes pluies dans le sud des Philippines, avant l'arrivée d'une tempête tropicale censée toucher terre d'ici dimanche. Les eaux de crue ont rapidement envahi plusieurs villes et villages sur l'île de Mindanao, charriant arbres, pierres et boue sur leur passage, principalement dans la région pauvre de Cotabato, ville de 300.000 habitants. L'armée a déployé des camions pour secourir les habitants bloqués à Cotabato et dans huit autres villes voisines, a déclaré le chef régional de la protection civile, Nasrullah Imam. "C'est un choc de voir des municipalités qui n'avaient jamais été inondées être touchées", a témoigné M. Imam, ajoutant que certaines familles avaient été emportées par les eaux. "L'eau a commencé à pénétrer dans les maisons avant l'aube" et plusieurs habitants ont été pris de court par la rapide montée des eaux, a précisé à l'AFP un porte-parole des autorités locales Naguib Sinarimbo, après avoir fait état d'un nouveau bilan d'au moins 31 morts, contre 13 morts auparavant. Les secouristes ont retrouvé 16 corps dans la localité de Datu Odin Sinsuat, 10 dans celle de Datu Blah Sinsuat et cinq à Upi, selon M. Sinarimbo, relevant que plusieurs personnes ont été sauvées après être montées sur les toits de leurs maisons. Les sauveteurs ont dû transporter à bout de bras un bébé dans une baignoire en plastique avec de l'eau jusqu'à la poitrine, selon une photo publiée par la police provinciale. Un cinéaste local Remar Pablo a raconté à l'AFP qu'il filmait un concours de beauté dans la ville d'Upi lorsque les eaux ont submergé la ville vers minuit, provoquant la fuite des spectateurs. "Nous étions bloqués à l'intérieur" du bâtiment, a expliqué Pablo dont les images montrent une rangée de voitures à moitié submergées à l'extérieur. Lui s'est finalement jeté à l'eau pour rentrer chez lui. Si les eaux ont désormais reculé dans plusieurs zones, la ville de Cotabato est toujours presque entièrement envahie par l'eau.

DU RÊVE AMÉRICAIN À LA MORT ANONYME

Le destin tragique de migrants au Texas

Le shérif texan Urbino Martinez a collecté les corps de tellement de migrants à la frontière sud des Etats-Unis qu'il est surnommé "le croque-mort". "C'est funeste par ici", décrit le shérif, qui patrouille dans le petit comté rural de Brooks au Texas, à quelques dizaines de kilomètres du Mexique.

"On a commencé à recenser les cadavres à partir de 2009", raconte-t-il à l'AFP, en pointant du doigt une vingtaine de volumes, où sont répertoriés plus de 913 cas de décès. Mais selon lui, le véritable bilan humain est beaucoup plus important. "Je multiplierais cela par cinq, peut-être même par dix, le nombre de corps qui ne seront jamais retrouvés" ajoute-t-il. Le shérif a recensé et traité 80 cadavres en 2022. "C'est moins que l'année dernière, mais c'est 80 de trop". Les Etats-Unis ont enregistré un nombre record de 2 millions d'arrestations à la frontière au cours de l'année, l'immigration s'étant imposée comme un des principaux thèmes débattus avant les élections du 8 novembre. Au moins 700 personnes sont mortes lors de ces traversées. Pour éviter le poste de contrôle de Falfurrias, la principale ville du comté de Brooks, les migrants sont dirigés par des passeurs vers de vastes fermes où la dense végétation et la chaleur peuvent rapidement s'avérer fatales.

"SUPPLICE"

Dans le cimetière municipal de la ville frontalière d'Eagle Pass, une quarantaine de plaques sont posées à côté d'un petit drapeau américain et portent la mention John ou Jane Doe, utilisée aux Etats-Unis pour les personnes à l'identité inconnue. Autant d'hommes et de femmes qui ont vu leurs rêves américains prendre fin dans des tombes anonymes. De l'autre côté de la ville, les migrants continuent d'affluer, faisant le choix de mettre leur vie en péril pour fuir la pauvreté et la terreur de leurs pays d'origine. "C'était un supplice",



raconte Alejandra, une Colombienne de 35 ans qui a traversé le Rio Grande pour atteindre le Texas, bien qu'elle ne sache pas nager. "Mais c'était plus effrayant de faire marche arrière." Alejandra confie qu'elle avait besoin de l'asile en raison du danger du crime organisé qu'elle encourrait en Colombie. "Si nous rentrons, ils vont nous tuer", appuie-t-elle en regardant ses trois enfants. - Ce qu'il en reste - Corinne Stern, responsable de la principale morgue de la région, explique que "la cause la plus courante de décès est l'hyperthermie ou la déshydratation". "Jusqu'à il y a environ cinq ans, (la frontière) occupait environ 30% de mon temps.... Aujourd'hui, elle en occupe environ 75%", explique la médecin. La morgue est d'une propreté irréprochable, mais l'odeur de décomposition des corps est omniprésente. Car parfois, il ne reste pas grand-chose des corps. "S'il fait très chaud, votre corps se décompose en 72 heures, et les animaux déchiquettent le reste", explique Urbino Martinez. "On a déjà trouvé des ossements humains dans la tanière d'un rat", ajoute le shérif. La grande majorité des cadavres trouvés à la frontière n'ont pas de papier d'identité sur eux explique Corinne Stern, alors qu'elle examine les restes squelettiques d'un corps féminin encore vêtu. Un petit sac à dos est attaché au cadavre. Lorsque la médecin le soulève, deux sucettes colorées en tombent, contrastant avec l'ocre terreux qui recouvre les vêtements et les os. Des échantillons d'ADN sont prélevés pour

tenter de l'identifier, mais pour l'instant, elle sera étiquetée comme une autre Jane Doe, l'une des 250 dont Corinne Stern s'est occupée cette année.

"OÙ EST MA FEMME"

Pour Eduardo Canales, 74 ans, mourir dans l'anonymat est une fin trop cruelle. Pour remédier à cela, il fait installer en 2013 des stations d'eau autour des fermes pour empêcher les migrants de boire l'eau des abreuvoirs à bétail, toxique pour les humains. Il fournit aussi des barils qui comportent des coordonnées de localisation et un numéro de téléphone pour appeler à l'aide. Mais lorsqu'il a commencé à recevoir des appels de famille à la recherche d'êtres chers disparus, il a décidé d'étendre son action. "Pour moi, la chose la plus importante est que les familles puissent tourner la page", dit-il. "Les familles n'arrêtent pas de chercher, elles n'abandonnent jamais. Elles continuent à demander où est ma femme, mon frère, ma fille?" Un partenariat avec l'université du Texas a permis d'exhumer des dizaines de cadavres et de les identifier grâce à leurs empreintes digitales. Cette collaboration a permis de réduire le nombre de tombes anonymes à Brooks: sur les 119 migrants retrouvés en 2021, 107 ont été identifiés. "Mais beaucoup d'autres meurent et disparaissent sans que nous ne les trouvions jamais", se lamente Eduardo Canales. "Ici, la seule constante est la mort".

IRAN

Nouvelles manifestations, la colère attisée par les morts

De nouvelles manifestations ont eu lieu en Iran pour protester contre le meurtre de participants au mouvement de contestation déclenché par la mort de Mahsa Amini il y a six semaines, selon des ONG et vidéos vérifiées par l'AFP. Depuis la mort de cette Kurde iraniennne de 22 ans le 16 septembre, la contestation, menée notamment par les femmes, ne faiblit pas. Mahsa Amini est décédée trois jours après son arrestation à Téhéran par la police des mœurs qui lui reprochait d'avoir enfreint le code vestimentaire strict de la République islamique. Au slogan initial de "femmes, vie, liberté" se sont ajoutés, au fil de manifestations pourtant durement réprimées, des mots d'ordre ouvertement dirigés contre la République islamique fondée en

1979. Le mouvement est alimenté par la colère face au nombre de personnes tuées par les forces de l'ordre, qui peinent à l'éteindre: "au moins 250" depuis mi-septembre, selon le rapporteur spécial de l'ONU sur les droits de l'Homme en Iran Javaid Rehman. Ce dernier a dénoncé jeudi la "brutalité" du régime iranien et réclamé la création d'un "mécanisme international" d'enquête. Des ONG craignent une accélération de la répression alors que des hommages sont rendus à la fin du deuil traditionnel de 40 jours aux premiers morts, tués au début du mouvement. Mercredi, des milliers de personnes avaient ainsi afflué à Saghez, la ville d'origine de Mahsa Amini dans la province du Kurdistan, pour cette fin du deuil. Des incidents ont aussi éclaté jeudi près de Khorramabad (ouest)

où une foule s'était rassemblée sur la tombe de Nika Shahkarami, 16 ans, morte 40 jours plus tôt, selon des vidéos vérifiées. "Je tuerai, je tuerai, quiconque a tué ma soeur", scandaient les manifestants dans une vidéo publiée par HRANA, un groupe de défense des droits basé aux Etats-Unis. D'autres incidents se sont produits jeudi après l'enterrement d'un manifestant de 35 ans, Ismaïl Mauludi, à Mahabad (ouest) où les forces de sécurité ont ouvert le feu et tué trois personnes, selon le groupe de défense des droits humains Hengaw. "Mort au dictateur", criaient les manifestants, visant le guide suprême l'ayatollah Ali Khamenei, alors que les bureaux du gouverneur de Mahabad brûlaient, selon les images d'une vidéo vérifiée, publiée en ligne. Deux autres manifestants sont morts à Baneh

(ouest), selon Hengaw. Au total, huit manifestants dans quatre provinces (Kurdistan, Azerbaïdjan occidental, Kermanshah et Lorestan) ont été tués entre mercredi soir et jeudi, a indiqué jeudi Amnesty international. Par ailleurs, la ville de Zahedan, dans la province du Sistan-Baloutchistan (sud-est), l'une des plus pauvres d'Iran, a été touchée par plusieurs jours de violences déclenchées le 30 septembre lors de manifestations contre le viol d'une jeune fille imputé à un policier, qui ont fait au moins 93 morts selon l'IHR. Les médias proches du pouvoir iranien avaient pour leur part décrit les affrontements de Zahedan comme un "incident terroriste" dirigé contre un poste de police et ayant conduit à la mort d'au moins huit membres des forces de sécurité.

PALESTINE

La rapporteuse de l'ONU appelle à mettre fin à l'occupation sioniste

La rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la situation des droits de l'Homme dans les territoires palestiniens occupés, Francesca Albanese, a déclaré que les approches de la communauté internationale pour résoudre le conflit au Moyen-Orient "servent à normaliser l'occupation", appelant à mettre fin au projet expansionniste sioniste. "Depuis plus de 55 ans, l'occupation militaire (sioniste) a empêché la réalisation du droit à l'autodétermination du peuple palestinien, violant chaque composante de ce droit et poursuivant délibérément la +dé-palestinisation+ du territoire occupé", a déclaré Francesca Albanese, Rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des droits de l'Homme dans les territoires palestiniens occupés, dans un rapport à l'Assemblée générale de l'ONU. Le rapport d'Albanese a conclu que "l'occupation sioniste viole la souveraineté territoriale palestinienne en saisissant, annexant, fragmentant et transférant sa population civile vers le territoire occupé. L'occupation met en danger l'existence culturelle du peuple palestinien en effaçant ou en s'appropriant les symboles exprimant l'identité palestinienne et viole la capacité des Palestiniens à s'organiser en tant que peuple, libre de la domination et du contrôle étrangers, en réprimant l'activité politique, le plaidoyer et l'activisme palestiniens". Selon le rapport, les approches politiques, humanitaires et économiques de la communauté internationale pour résoudre le "conflit" au Moyen-Orient ont échoué sans exception. "Ces approches, (...) servent à normaliser l'occupation illégale (sioniste) au lieu de la contester. Ceci est immoral et rend vaine la fonction de réglementation et de réparation du droit international", a déclaré Albanese. Le rapport appelle à "un changement de paradigme", qui implique notamment de reconnaître "l'occupation coloniale intentionnellement avide, ségrégationniste et répressive" de l'entité sioniste. Albanese a exhorté la communauté internationale à exiger la fin immédiate de l'occupation illégale.

PRÉSIDENTIELLE AU BRÉSIL

Bolsonaro reperd du terrain face à Lula

Lula est à nouveau crédité d'une avance de six points sur Jair Bolsonaro dans les intentions de vote pour le second tour de la présidentielle brésilienne dimanche, avec 53% contre 47% des votes exprimés, selon un sondage publié jeudi par l'institut Datafolha. La semaine dernière, l'écart s'était légèrement resserré, avec seulement quatre points (52%-48%) d'avance pour l'ex-président de gauche sur le chef de l'Etat sortant d'extrême droite, dans une enquête d'opinion du même institut. Les deux candidats ont obtenu jeudi le même score que lors des deux premières enquêtes publiées dans l'entre-deux-tours, les 7 et 14 octobre. Jair Bolsonaro a affirmé récemment qu'il n'accepterait le résultat "que s'il ne se passe rien d'anormal", après avoir mis en doute à plusieurs reprises la fiabilité du système d'urnes électroniques, sans jamais présenter de preuves. Dans le sondage publié jeudi, Lula montre une nouvelle fois qu'il est le candidat favori des femmes (52%), des plus pauvres (61%) et des catholiques (55%).

TNA

Le spectacle de rue "El Gafla" présenté à Alger

Le spectacle de rue, "El Gafla", qui met à nu les méfaits du sentiment de prétention et de suprématie, ainsi que l'excès d'orgueil, a été présenté, jeudi à Alger dans le cadre des célébrations du 68e anniversaire du déclenchement de la Guerre de Libération nationale.



Mis en scène par Hocine Bensemicha sur une adaptation de Kada Bensemicha du texte, "Les vêtements de l'Empereur" du dramaturge danois, Hans Christian Anderson (1805-1875), le spectacle a été présenté sur la place publique Mohamed Touri, devant le théâtre national Mahieddine-Bachtarzi (TNA). Produit par la Coopérative "Masrah Eddik" de Sidi Bel Abbès, le spectacle a été brillamment servi par les jeunes comédiens, Hichem Sellami, Wadie Tou, Ibrahim Khalil Kadid, Amine Khamlihi, Zouaoui Hedjine, Amine

Bougoufa et le comédien musicien de la troupe, Hocine Bensemicha. D'une durée de 35 mn, le spectacle a d'abord été publiquement annoncé, tambour battant, dans l'éclat et la magnificence par El Goual, Hocine Bensemicha, soutenu par l'ensemble des éléments de la troupe, karkabous et bendirs à la main, s'adressant ouvertement, durant une quinzaine de minutes, aux passants de la place Mohamed-Touri. Suivi par ses partenaires, El Goual présentait la troupe aux gens avec une voix puissante aux

ondes porteuses, les invitant à le suivre pour se rassembler près de l'entrée du TNA. Suscitant l'intérêt d'un public éphémère, la troupe a réussi le pari de se faire une audience et poser son théâtre dans la rue avec professionnalisme et conviction, le temps d'un spectacle qui s'annonçait déjà plein d'énergie et haut en couleurs. Ce spectacle est le résultat d'une expérience réussie, après plusieurs mois de formation au musée des marionnettes de "Ghandja" du conteur, comédien, marionnettiste et for-

mateur, Kada Bensemicha, dont le but, avec tous les éléments de la troupe, était d'initier et fonder une troupe du théâtre de rue de Sidi Sel Abbès. "El Gafla" raconte la passion d'un roi-empereur envers les tissus de bonne qualité, aux couleurs multiples et variées, soignant ainsi son "paraître" et sa prestigieuse image, dans une prestation soutenue de chants soulignant les passages importants de la trame. Marquant au TNA la 26e représentation, le spectacle "El Gafla" a déjà rassemblé les foules dans les rues de Tizi Ouzou, Annaba, Mascara, Bechar, Mostaganem et Oran, lors des journées du Théâtre de rue Abdelkader-Alloula, et tout récemment au Théâtre de Sidi Bel Abbès, lors de l'ouverture du festival régional du théâtre professionnel dédié à la mémoire du dramaturge et comédien, Hassan Assous (1949-2021). Très applaudi par le public présent, le spectacle de rue El Gafla de la Coopérative Masrah Eddik de Sidi Bel Abbès, est reconduit vendredi au même endroit et aux mêmes horaires.

GUELMA

Début du 9^e forum international sur Kateb Yacine

Le 9^e forum international, prévu sur trois jours autour de la vie et l'œuvre de Kateb Yacine (1929-1989) s'est ouvert jeudi à Guelma en présence d'une forte assistance. Le directeur de la culture et des arts de la wilaya de Guelma, Boudjemaa Benamirouche, qui a présidé l'ouverture de la rencontre dont le thème central porte sur "l'intertextualité, la socialité et la conversation dans l'œuvre de Kateb Yacine", a noté la coïncidence de ce forum avec l'anniversaire de la Révolution. De son côté, Pr. Mansour Mehenni de l'université El Manar de Tunis, président du conseil scientifique de ce forum qui se tient chaque année depuis 2014, a indiqué que cette rencontre, initiée par l'association de promotion du tourisme et de l'animation culturelle de Guelma, a pris un cachet international. Il a également souligné que les œuvres littéraire et théâtrale de Kateb Yacine ont une portée humaine pour un monde bâti sur la paix, l'humanisme exempt de toute forme "d'oppression et d'injustice". Il a par ailleurs invité l'université algérienne à s'associer au développement de ce forum et de ses résultats, ainsi qu'au projet de création d'un centre d'études et de recherches sur cet auteur Algérien, tout en espérant le retour du prix international littéraire Kateb Yacine qui avait un écho international en Europe, Afrique et Amérique. Il a également rappelé avoir eu l'honneur de décrocher la première place de l'édition 2014 de ce prix. Le programme de la rencontre comprend 29 communications dont 12 de chercheurs d'universités et de centres spécialisés de France, d'Italie et de Tunisie, la projection d'un documentaire sur la vie de Kateb Yacine réalisé par un média étranger, selon Ali Abassi, président de l'association de promotion du tourisme et de l'animation culturelle.

MUSIQUE

L'association "El Fakhardjia" enchante le public algérois

L'association de musique andalouse, "El Fakhardjia" a animé, jeudi soir à Alger, un concert de musique et de chants, devant un public relativement nombreux, dans le cadre des célébrations du 68e anniversaire du déclenchement de la Guerre de Libération nationale. Accueillie au Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi (TNA), la trentaine d'instrumentistes, dont une dizaine de musiciennes de l'Ensemble El Fakhardjia sous la direction du maestro Mohamed Nour, a déroulé, près de deux heures durant, un programme en deux parties, "Noubet Ghrib" et autres pièces dans le genre, "Aroubi". Les instrumentistes ont entamé leur récital avec "Noubet Ghrib", déroulée dans ses différentes déclinaisons

rythmiques et mélodiques. Dans un élan académique de grande école, les pièces de la nouba Ghrib ont été brillamment portées par les voix présentes et étoffées de, Yacine Djidi, Djazia Aoufi, Smail Abdelaoui, Meziane Ait Tahar, Hamida Bouaka, Amira Azizi, Fouad Abbas, Hania Saadi, Nesrine Arous et Melissa Benhafessa. Les partenaires de Abdelouahab Nefil au R'beb, un des doyens de l'association dont il est également président et Younes Felissi à la derbouka, ont enchaîné la dernière partie avec, entre autres pièces, "Nehwa ghoziyel", "Djerraât fil'hob", et "Atani zamani". Comptant un effectif composé de "trois générations", l'association El Fakhardjia a livré une belle prestation, suscitant l'admiration du public qui a

savouré tous les moments de la soirée applaudissant longtemps les artistes. Depuis sa création en 1981, l'association "El-Fakhardjia" de musique andalouse œuvre pour la sauvegarde et la promotion de ce genre de musique classique et savante. La qualité de la formation dispensée depuis toujours par les grands maîtres qui l'ont animée, a ainsi permis de hisser plusieurs de ses élèves, devenus professionnels et célèbres occupant actuellement les devant de la scène artistique, à l'instar du grand chanteur Hamidou. Organisé en collaboration avec le Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi, le concert de musique andalouse animé par l'Ensemble El Fakhardjia, a été programmé au TNA pour une représentation unique.

JOURNÉES INTERNATIONALES DU COURT MÉTRAGE DE SÉTIF

Quatre films à l'ouverture

La 4^e édition des journées cinématographiques internationales du court-métrage de Sétif s'est ouverte jeudi soir avec la projection de quatre courts-métrages algériens et étrangers, et ce en présence de plusieurs artistes algériens, notamment ceux connus dans le domaine de la production cinématographique en plus d'amateurs. Il s'agit du film "Fikra Thania" (deuxième idée) du réalisateur Bilal Al Khatib de Palestine, "apocalypse" de Ahmed Achamaa d'Egypte, "Le feuriste" de Bouslama Echamakh (Tunisie) et "Sayaoud" (Il reviendra) du réalisateur Youcef Mehsas d'Algérie. Ont pris part à la cérémonie d'ouverture de cette manifestation qui se déroule sous le slogan "film pour demain" des cinéastes algériens dont Mustapha Laribi, Souheila Maalem, Fayçal Douak, Tayeb Benaidja, Mourad Saouli ainsi que Amine et Abdelhak Zorgane. Le président de l'Assemblée populaire communale de Sétif Hamza Belayat, a souligné dans

son allocution à l'ouverture de cette manifestation organisée par l'office de la Culture et du tourisme relevant de la commune de Sétif l'importance de cet événement artistique annuel dans la diffusion et la promotion de la culture du cinéma dans la société en plus de la promotion du tourisme dans cette région qui dispose de potentialités culturelles et économiques. Pas moins de 16 courts-métrages de réalisateurs algériens, palestiniens, égyptiens et tunisiens figurent au programme de cette manifestation pour décrocher le prix "Essounboula Edahabia" des trois meilleurs courts-métrages en plus du prix du jury, a-t-on appris des organisateurs. Quatre ateliers sur la formation des acteurs, la production cinématographique, la réalisation et le scénario, le maquillage ainsi que les effets spéciaux sont également prévus à cette occasion et qui seront encadrés par des spécialistes en la matière dont le réalisateur et le scénariste Yacine Kou-

cim et le producteur de cinéma Slimane Benouari. Trois (3) autres longs métrages seront également projetés, ont précisé les organisateurs, ajoutant qu'il s'agit d'"El

Hayat Ma Baad" du réalisateur et journaliste algérien Anis Djaad, "Abou Leila" de l'algérien Amine Saadi Boumediene et "Héliopolis" du réalisateur et producteur de

cinéma Djaafar Kacem, et ce au niveau du théâtre municipal de la ville de Sétif et la salle ovale du centre commercial Park Mall.

"PALAIS DES RAIS" (BASTION 23)

Le patrimoine vestimentaire algérien mis à l'honneur

Une exposition mettant en avant la diversité du patrimoine vestimentaire représentatif de différentes régions du pays, s'est ouverte jeudi à Alger. Accueillie au Centre des arts "Palais des Rais" (Bastion 23), l'exposition regroupe une sélection d'habits traditionnels féminins au goût raffiné d'Alger, de Tlemcen, de Kabylie et des Aurès, entre autres. Finement brodés et élégants, le karakou, costume citadin porté à Alger, Chedda de Tlemcen, habit nuptial porté dans l'ouest et inscrit au Patrimoine culturel immatériel de l'humanité, les robes kabyle, naïlie et chaouie ou encore "blouza wahrania" (robe oranaise), autre costume nuptial féminin, comptent parmi les habits qui ornent cette exposition. Confectionnées par des couturières du Centre d'apprentissage et de couture de

la wilaya d'Alger (CACVA), un établissement public qui dispose de 10 centres répartis dans la capitale, ces habits sont porteurs d'éléments de valeur culturelle et identitaire. Des ateliers mettant en valeur la couture artisanale et l'art de la broderie sont également organisés à l'occasion de cet événement dédié à la valorisation du patrimoine algérien, notamment vestimentaire. Le visiteur est invité également à apprécier le génie des artisans à travers une collection d'objets d'artisanat comme la céramique, la gravure et la sculpture sur bois, en plus de l'art culinaire, représenté à travers le gâteau traditionnel. Des reproductions de monuments et sites architecturaux comme le Palais du Dey (Alger) sont proposés par des sculpteurs et plasticiens qui participent à cette exposition.

La production aurifère de la mine Morila au Mali augmente de 48%

La production de la mine d'or Morila au Mali a augmenté de 48% au troisième trimestre 2022, selon les résultats opérationnels de la compagnie minière Firefinch, rapportés hier par l'agence africaine ecofin. "La mine d'or Morila au Mali a livré une hausse de 48 % onces d'or par rapport au trimestre précédent", précise la même source. En août 2022, la mine a même enregistré son meilleur mois en matière de production d'or depuis sa reprise par Firefinch et l'augmentation de la production devrait se poursuivre au cours des prochains mois, selon Firefinch, et ce à partir d'octobre 2022 jusqu'en mars 2024. Selon l'estimation actuelle des ressources de Morila, le projet héberge 2,5 millions d'onces d'or. La société s'active pour définir des ressources exploitables sur une durée de vie de la mine de 10 ans.

La pollution de l'air dans les villes africaines en expansion rapide



La pollution de l'air dans les villes africaines est en expansion rapide et plus mortelle que redoutée, mais des solutions écologiques pourraient sauver des dizaines de milliers de vies, selon une étude rendue publique jeudi. "La pollution de l'air (dans les villes africaines) est élevée et en augmentation, elle augmente assez rapidement", a déclaré Desmond Appiah, le directeur ghanéen du Clean Air Fund, l'ONG britannique qui a publié l'étude. "C'est un tueur silencieux", a-t-on ajouté. La pollution urbaine a été largement négligée en Afrique, selon cette étude. La population africaine est majoritairement rurale et n'a connu que récemment l'exode vers des centres urbains. Des recherches antérieures parues dans la revue The Lancet Planetary Health sont arrivées à la conclusion que l'air toxique - en particulier les particules et les gaz industriels et des transports, mais aussi des poêles à bois - a provoqué la mort prématurée d'1,1 million de personnes en 2019. A titre de comparaison, 650.000 personnes ont perdu la vie à cause des maladies liées au VIH-sida dans le monde la même année, selon des chiffres de l'ONU.

Oran: mise en échec d'une tentative d'émigration clandestine par mer de 75 personnes

Les unités du groupement territorial de la Gendarmerie nationale d'Oran ont réussi, durant les dernières 48 heures, à déjouer une tentative d'émigration clandestine par mer de 75 personnes, dont 14 organisateurs de traversées, a-t-on appris, jeudi, de ce corps de sécurité. Cette opération est intervenue suite à l'exploitation d'informations parvenues aux mêmes services signalant que des individus organisaient des traversées clandestines par mer à l'aide d'embarcations de plaisance à partir des côtes

oranaises à destination de l'autre rive. Cette opération a permis de saisir 6 embarcations de plaisance dites "rapide" dotées de moteurs de différentes puissances variant entre 40 et 150 chevaux, ainsi que 48 jerricans de carburant de 30 litres chacun, deux voitures de tourisme, 11 gilets de sauvetage, une boussole et des téléphones mobiles, a-t-on indiqué. Les personnes arrêtées seront présentées devant les juridictions compétentes, une fois l'enquête achevée, selon la même source.



Etats-Unis : record de fusillades dans les écoles en 2022



noté, ajoutant que dans de nombreux cas, les auteurs ont tiré des dizaines de coups de feu. Ces experts ont averti qu'outre le fait que de telles fusillades dans les écoles se produisent presque quotidiennement, il existe aussi des drames évités de justesse et des fausses alertes qui ne font qu'accroître le sentiment de menace qui pèse, mettant sur les nerfs de nombreux parents, élèves et enseignants.

L'année 2022 sera la pire année jamais connue aux Etats-Unis en matière de fusillades dans les écoles, le bilan provisoire de 257 victimes dépasse déjà les 250 tués de l'an dernier, ont écrit trois spécialistes de justice pénale dans une analyse publiée cette semaine sur le site de débats et d'opinions The Conversation. Les universitaires Jason Densley, David Riedman et Jillian Peterson soulignent que le nombre de ces fusillades dans les écoles a augmenté de façon inquiétante. Nombre de ces incidents sont de simples disputes qui ont tourné au drame parce que des adolescents sont arrivés à l'école en colère et armés, ont-ils

Plus de 150 millions d'enfants en Afrique sont victimes de la pauvreté et des catastrophes climatiques

Plus de 150 millions d'enfants en Afrique de l'Est et australe sont victimes de la pauvreté et des catastrophes climatiques, selon un rapport publié jeudi par une organisation caritative internationale. Baptisée "Save the Children", cette organisation caritative a indiqué dans un rapport publié à Nairobi, la capitale du Kenya, que 16,31 millions d'enfants kenyans, soit 67% des enfants de ce pays, vivaient sous le double impact de la pauvreté et de l'urgence climatique. La directrice nationale de l'organisation "Save the Children" pour le Kenya et Madagascar, Yvonne Arunga, a indiqué que l'urgence climatique et les problèmes d'inégalité étaient fortement connectés, et qu'il



n'était pas possible de les traiter de manière isolée les uns des autres. Les crises de ce type enfoncent encore plus les populations dans une pauvreté extrême et laissent des

millions de personnes d'autant plus vulnérables à la prochaine inondation ou sécheresse. "Au Kenya, cette relation ne pourrait être plus évidente. La sécheresse dévastatri-

ce que nous avons connu dans ce pays et dans l'ensemble de la Corne de l'Afrique est la plus grave depuis 40 ans et elle a frappé le plus durement les régions les plus pauvres, faisant des millions d'affamés et de nombreux déplacés", a-t-elle ajouté. Le Soudan du Sud arrive en tête des pays d'Afrique de l'Est et australe les plus susceptibles d'être confrontés à cette "double menace", avec 87% des enfants affectés, suivi par le Mozambique (80%) et Madagascar (73%), selon le rapport.

L'Ukraine expédie 9 millions de tonnes de denrées alimentaires par voie maritime

Neuf millions de tonnes de denrées alimentaires ont été expédiées depuis les ports ukrainiens de la mer Noire dans le cadre de l'accord clé sur les exportations de céréales signé en juillet, a annoncé jeudi le ministère des Infrastructures du pays. Depuis l'entrée en vigueur de l'accord le 1er août, un total de 397 navires chargés de produits agricoles ont quitté les ports d'Odessa, de Tchernomorsk et de Pivdenny, a indiqué le ministère ukrainien sur Facebook. Dans la seule journée de jeudi, sept navires transportant 102.000 tonnes de denrées alimentaires ont quitté les ports ukrainiens à destination de divers pays d'Asie, d'Europe et d'Afrique, a-t-il précisé. Le 22 juillet, l'Ukraine et la Russie ont signé séparément un accord avec la Turquie et les Nations unies à Istanbul, avec pour but de relancer les envois de denrées alimentaires et d'engrais depuis les ports ukrainiens de la mer Noire vers les marchés internationaux.

MISE

AUX POINGS

«Nous sommes à un moment historique. Nous sommes sans doute face à la décennie la plus dangereuse, la plus importante, la plus imprévisible»

Le président russe Vladimir Poutine



Le Courrier
d'Algérie

Quotidien national d'information
Édité par l'Eurl Millénum Presse

Siège social :

Maison de la presse Kouba - Alger
R.C. : N° 01 B 00 151 30

Compte bancaire :

BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

Directeur de la publication-gérant :

Ahmed TOUMIAT

Administration-publicité :

Tél. / Fax. : 023 70 94 27

Rédaction :

Tél. : 023 70 94 35

023 70 94 22

023 70 94 30

023 70 94 31

Fax. : 023 70 94 26

Composition :

PAO Le Courrier d'Algérie

Publicité-ANEP :

1, Avenue Pasteur-Alger

Tél. : 021 73 76 78

Fax : 021 73 95 59

Impression :

- Centre : SIA

- Est : SIE

- Ouest : SIO

Diffusion : M.P. Diffusion

Nos bureaux régionaux

Tizi Ouzou :

3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine

Tél. / Fax. : 026 20 20 66

Oran :

6, avenue Khedim Mustapha

Tél. / Fax. : 041 39 45 73

Bouira :

Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble Kheerouf - Bouira.

Tél. / Fax. : 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses lecteurs du changement de ses adresses électroniques et leur communique les nouvelles : lecourrierdalgérie@yahoo.fr redaction_courrier@yahoo.fr

MÉTÉO D'ALGER

Samedi 29 octobre 2022

27 °C / 14 °C



Dans la journée : Ensoleillé
Vent : 13 km/h
Humidité : 53%



Dans la nuit : Dégagé
Vent : 6 km/h
Humidité : 78%

Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

HORAIRES DES PRIÈRES

Samedi 3 rabi el thani 1444

Dohr : 12h32
Assar : 15h31
Maghreb : 17h58
Ïcha : 19h17

Dimanche 4 rabi el thani 1444
Sobh : 05h42
Chourouk : 07h10

LE FRONT POLISARIO APRÈS LA PROROGATION DU MANDAT DE LA MINURSO

Le plan conjoint ONU-UA ou rien !

Le Front Polisario a annoncé, jeudi, après l'adoption par le Conseil de sécurité de la résolution portant prorogation du mandat de la Mission des Nations unies pour l'organisation du référendum au Sahara occidental (Minurso), pour une période d'un an, qu'il ne participera à aucun processus de paix fondé sur une approche autre que le plan de règlement conjoint ONU-UA, réaffirmant « la poursuite » de la lutte armée de libération du peuple sahraoui.



Adoptée, au Conseil de sécurité, jeudi, par 13 voix et deux abstentions, celle de la Russie et du Kenya, la résolution 2654 (2022) a porté sur le renouvellement du mandat de la Minurso jusqu'au 31 octobre 2023, sans que le texte ne reflète voire prenne en compte les nouvelles données survenues au Sahara occidental, en raison de l'entêtement de l'occupant marocain à se plier au Droit international et de surcroît par manque de volonté politique de certains membres permanents au Conseil de sécurité de faire valoir la force du droit sur les intérêts des soutiens de Rabat, dans sa colonisation depuis 1975, des territoires sahraouis. Alors que la nomination et le début de l'exercice du mandat de l'Envoyé personnel du secrétaire général, Staffan de Mistura pour le Sahara occidental, ont été salués par les membres du Conseil de sécurité et les deux parties en conflit, le Front Polisario et le Maroc, le responsable onusien dont la mission intervient dans un contexte différent de celui de ses prédécesseurs, notamment par la reprise de la guerre, entre les deux parties précitées, aura sans nul doute davantage de difficultés de faire valoir la force du droit, dans sa démarche, en raison de l'ambiguïté voire du manque de volonté politique, au Conseil de sécurité pour en finir avec ce conflit, par une prise de décision et de résolution portant application effective de la Légalité internationale, au Sahara occidental, comme l'exigent la charte et les principes de l'ONU pour une question de décolonisation inscrite sur l'agenda onusien. Pour le Front Polisario qui a affirmé, jeudi, que « toute autre approche tendant à contourner la nature juridique de la question du Sahara occidental, reconnue par les Nations unies comme une question

de décolonisation est rejetée », a indiqué un communiqué publié jeudi après l'adoption par le Conseil de sécurité de la résolution 2654, renouvelant le mandat de la MINURSO jusqu'au 31 octobre 2023. Rabat qui après s'y être inscrit, dans un processus de règlement pacifique du conflit, sur la base de la légalité internationale, en signant sous les auspices de l'ONU, l'accord de cessez-le-feu en 1991, avec le Front Polisario, en prévision de la tenue du référendum, avec la création de la Minurso en cette même année, a tergiversé depuis, avant de se désengager des années durant, avec le soutien de ses alliés dans la colonisation du Sahara occidental, jusqu'au viol du cessez-le-feu, en novembre 2020. Dans un contexte de guerre entre l'armée de libération sahraouie avec celle de l'occupant marocain et la montée de l'exigence de la surveillance, par l'ONU, des droits de l'Homme dans les territoires sahraouis encore sous occupation marocaine, le Conseil de sécurité qui ces 20 dernières années notamment a pris sur son épaule cette question dans le monde, notamment en dotant les autres missions onusiennes de cette tâche, a montré par sa résolution adoptée jeudi, de sa politique de deux poids deux mesures. Alors que des ONG, des institutions dont l'UA ainsi que des Etats de différentes parties du monde ont exprimé la demande de voire le mandat de la Minurso être élargi à la surveillance des droits de l'Homme au Sahara occidental, des membres ont tourné le dos encore une fois à cette proposition et ont fait la sourde oreille, aux multiples appels, notamment des députés et des membres de la société civile, d'Afrique, d'Europe, des deux Amériques, Sud et Nord et d'Asie. Il est à noter que dans son intervention pour expliquer les raisons à l'origine du vote d'abstention de Moscou, sur la résolution

2654 (2022), le représentant de la Russie a indiqué que le teneur du document « ne reflète pas la situation sur le terrain » et « ne va sans doute pas contribuer aux efforts » de l'Envoyé personnel du secrétaire général, Staffan de Mistura. Apportant son soutien aux efforts du responsable onusien, pour amorcer des négociations directes entre le Maroc et le Front Polisario, le diplomate russe a aussi prôné « un règlement du conflit reposant sur des solutions mutuellement acceptables et basé sur le droit international » en matière de question de décolonisation inscrite à l'ONU, devant traduire et respecter le droit à l'autodétermination au Sahara occidental, comme énoncé dans le mandat de la Minurso et les résolutions de l'Onu. Il est à rappeler que la réunion du Conseil de sécurité sur le Sahara occidental, jeudi s'est tenue après ses quatre sessions sur le conflit au Sahara occidental de ce mois d'octobre, dont trois séances de travail organisées les 3, 10 et 17 octobre sur la question sahraouie dont celle relative à la situation dans les territoires occupés durant laquelle Staffan de Mistura a présenté son rapport sur la situation et abordé le sujet du mandat de la Minurso qui prendra fin le 31 octobre.

Karima Bennour

PARTENARIAT ÉNERGÉTIQUE ENTRE L'ALGÉRIE ET L'ITALIE

Le gouvernement de Giorgia Meloni garde le cap

On ne change pas du jour au lendemain des accords passés entre Etats de surcroît lorsqu'ils s'inscrivent dans le cadre d'un partenariat stratégique et d'exception. Comme c'est le cas pour la relation Algérie-Italie qui, au plus haut niveau engageant l'autorité des présidents Abdelmadjid Tebboune et son homologue Sergio Mattarella, s'est consolidée au grand jour à travers une nouvelle vision et une dynamique soutenue. La preuve, ce sont les accords signés entre les deux gouvernements dans le domaine énergétique. Un acte qui a fait bien des émules parmi les Européens en course contre la montre pour sortir de la crise née de l'avènement du conflit ukrainien. Et pourtant, des observateurs, visiblement moins étoffés ou peut-être fourvoyés dans des lectures de conjoncture liée à l'urgence du moment pour cerner la dimension historique des relations algéro-italiennes, prétendent qu'avec le changement de gouvernement en Italie, ainsi tourné vers l'extrême-droite, les relations bilatérales ne seraient plus les mêmes désormais. Et bien ! Ce n'est pas le cas, du moins dans les relations avec l'Algérie, à se fier notamment à la première sortie publique d'un représentant du gouvernement de Giorgia Meloni, qui a succédé à Mario Draghi. En effet, le tout nouveau ministre des Affaires étrangères et de la Coopération, Antonio Tajani, a annoncé, hier, dans un tweet, avoir échangé au téléphone avec le chef de la diplomatie nationale, Ramtane Lamamra. « Appel téléphonique du ministre Antonio Tajani avec son homologue Ramtane Lamamra. Renforcer le partenariat bilatéral entre l'Italie et l'Algérie, en particulier dans le secteur de l'énergie. Travailler pour la stabilité et la sécurité de la Méditerranée », écrit-il. Autrement dit, pouvons-nous tirer de cette publication laconique, le nouveau gouvernement italien maintient le cap sur la consolidation du partenariat avec l'Algérie. Surtout dans le domaine énergétique et dont les chiffres établis confirment la qualité du partenariat. Avec 17,8 milliards de m3 de gaz livrés jusqu'à une date récente, l'Algérie honore ses engagements et consolide davantage sa position de premier fournisseur en gaz de l'Italie.

Farid Guellil

ACTIVITÉS POLITIQUES

Soufiane Djilali en conférence-débat à Paris

Dans le cadre de ses activités politiques, Soufiane Djilali, président du parti de l'opposition, Jil Jadid, animera, aujourd'hui, à Paris, une conférence-débats avec la diaspora nationale établie en France. Soufiane Djilali aura ainsi l'occasion de rencontrer et d'échanger avec des étudiants, des médecins, des artistes, des sportifs, des retraités ainsi que des employés, des cadres ... parmi notre communauté en France. Il aura également à rencontrer des élus franco-algériens et des entretiens avec des responsables de partis politiques français.

B.O.

SOUS-RIRE

Gloire à nos martyrs



BEHAR